

**RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL**

AU 30 JUIN

2021



**PUBLICIS
GROUPE**

SOMMAIRE

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT

1

1	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	3
1.1	Principaux chiffres clés	4
1.2	Environnement macro-économique	5
1.3	Politique RSE du Groupe	6
1.4	Acquisitions et cessions	7
1.5	Examen de la situation financière et du résultat	7
1.6	Événements post-clôture	13
1.7	Perspectives	13
2	COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2021	15
2.1	Compte de résultat consolidé	16
2.2	État de résultat global consolidé	17
2.3	Bilan consolidé	18
2.4	Tableau des flux de trésorerie consolidés	19
2.5	Tableau de variation des capitaux propres consolidés	20
2.6	Notes annexes aux comptes consolidés	22
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2021	45
4	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT	47

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT



Arthur Sadoun
Président du directoire

«Au premier semestre 2021, nous enregistrons un net rebond de nos activités grâce à la force de notre modèle et dans un environnement économique qui s'améliore.

Nous compensons totalement la baisse de revenus de 2020 et tous nos indicateurs s'établissent à un niveau supérieur à celui de 2019.

Au deuxième trimestre, notre croissance organique s'établit à + 17,1 %, en amélioration de + 2 % par rapport à la même période en 2019, malgré les effets de la pandémie.

Cette surperformance provient en grande partie des États-Unis et de l'Asie qui sont en croissance de + 7 % par rapport à 2019.

Nos activités aux États-Unis enregistrent une croissance organique de + 15,2 % ce trimestre, avec des progressions d'Epsilon, de PMX et de Sapient toutes supérieures à 25 %. L'Asie quant à elle, accélère à nouveau avec une croissance organique de + 13,6 % au deuxième trimestre. L'Europe pour sa part, rebondit à + 23 %, reflétant la levée progressive des confinements. La France est en croissance organique de + 30,6 % et retrouve ainsi un niveau d'activité supérieur à 2019.

Au premier semestre, notre croissance organique est de + 9,7 %, avec un taux de marge opérationnelle de 16,5 %, le plus élevé jamais enregistré au cours d'un premier semestre, tandis que notre free cash flow est en croissance de 22 % à 605 millions d'euros.

De plus, nous sommes à nouveau en tête du classement ⁽¹⁾ des gains de *new business* au premier semestre, après avoir remporté de nombreuses compétitions structurantes.

Pour le reste de l'année, notre capacité à capturer une part disproportionnée des investissements de nos clients dans la data et la technologie nous permet de réviser nos perspectives pour 2021 à la hausse. En l'absence de toute détérioration majeure de la situation sanitaire, nous serons ainsi en mesure de retrouver totalement nos niveaux de pré-pandémie avec un an d'avance par rapport à nos estimations. C'est-à-dire une croissance organique de + 7 % pour l'ensemble de l'année, compensant ainsi totalement la baisse du revenu au 2nd semestre, et un taux de marge opérationnelle de 17 % en 2021.

Je tiens enfin à remercier nos équipes pour tous leurs efforts au cours de ce premier semestre ainsi que nos clients pour leur confiance. Au second semestre nous restons concentrés sur l'exécution de notre stratégie dans un contexte encore difficile dans plusieurs régions du monde. »

(1) Source : COMvergence

CHAPITRE

1

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

1.1 PRINCIPAUX CHIFFRES CLÉS 4

**1.2 ENVIRONNEMENT
MACRO-ÉCONOMIQUE** 5

1.3 POLITIQUE RSE DU GROUPE 6

1.4 ACQUISITIONS ET CESSIONS 7

**1.5 EXAMEN DE LA SITUATION
FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT** 7

Compte de résultat consolidé simplifié 7

Bilan et tableau de financement 11

Publicis Groupe
(société mère du Groupe) 13

1.6 ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE 13

1.7 PERSPECTIVES 13

Le Conseil de surveillance de Publicis Groupe, réuni le 21 juillet 2021 sous la présidence de M. Maurice Lévy, a examiné les résultats du premier semestre 2021, présentés par M. Arthur Sadoun, Président du Directoire.

1.1 PRINCIPAUX CHIFFRES CLÉS

(en millions d'euros, à l'exception des données par action et des %)

	S1 2021	S1 2020	2021 vs. 2020
Données extraites du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie			
Revenu net	4 931	4 774	+ 3,3 %
Revenu des coûts refacturables	562	504	+ 11,5 %
Revenu	5 493	5 278	+ 4,1 %
Marge opérationnelle avant amortissements	1 052	923	+ 14,0 %
<i>En % du revenu net</i>	<i>21,3 %</i>	<i>19,3 %</i>	<i>+ 200 pdb</i>
Marge opérationnelle	815	622	+ 31,0 %
<i>En % du revenu net</i>	<i>16,5 %</i>	<i>13,0 %</i>	<i>+ 350 pdb</i>
Résultat opérationnel	598	254	+ 135 %
Résultat net part du Groupe	414	136	+ 204 %
Bénéfice par action	1,68	0,57	+ 195 %
Bénéfice courant par action, dilué ⁽¹⁾	2,23	1,75	+ 27,4 %
<i>Free cash flow</i> avant variation du BFR	605	495	+ 22,2 %

Données extraites du bilan	30/06/2021	31/12/2020
Total de l'actif	29 079	30 161
Capitaux propres, part du Groupe	7 690	7 182
Endettement financier net (trésorerie nette)	1 362	833

(1) Résultat net part du Groupe après élimination des pertes de valeur, des dépenses liées au plan de restructuration immobilière, de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions, des principales plus ou (moins)-values de cession, de la variation de juste valeur des actifs financiers, de la réévaluation des earn-out, divisé par le nombre moyen d'actions sur une base diluée.

1.2 ENVIRONNEMENT MACRO-ÉCONOMIQUE

L'activité économique du deuxième trimestre 2021 profite à plein d'un effet de base important. Le succès global de la campagne de vaccination a permis un repli de l'épidémie, et favorisé la réouverture des économies. La croissance calculée par rapport au second trimestre 2020 est très élevée : elle va de + 7,1 % pour le Japon, à + 21,8 % pour le Royaume-Uni. Cette croissance aurait pu être plus importante si le redressement de la demande finale n'avait pas été contrarié par les problèmes d'offre, et notamment de pénuries de certains composants électroniques semi-conducteurs et de certaines matières premières industrielles, dont les prix ont beaucoup progressé.

Même si le pic pandémique a été atteint depuis plusieurs mois, le contexte sanitaire demeure un sujet important pour la conjoncture économique. En effet, les déconfinements dans de nombreux pays notamment européens sont à peine terminés, que déjà des mesures sont prises (Espagne, Portugal notamment) pour lutter contre la progression des variants.

Aux États-Unis, depuis le début de la crise, les mesures de confinement ont eu un effet moins défavorable sur l'économie, qui demeure un sujet prioritaire pour les politiques. Le niveau de PIB du second trimestre 2021 devrait dépasser celui du quatrième trimestre 2019 (avant la crise sanitaire), notamment grâce au soutien public. Celui-ci demeure très important et génère un déficit à nouveau supérieur à 10 % du PIB en 2021 (15 % en 2020). Le soutien monétaire (*Quantitative Easing* de 120 milliards de dollars par mois) n'a pas été remis en cause et favorise l'activité et la hausse du cours des actifs financiers. Globalement, les États-Unis ont retrouvé à la fin du premier semestre 2021 le niveau de PIB d'avant la crise sanitaire.

En Europe, les mesures de déconfinement et de réouverture de l'économie, associées aux stimulations publiques et monétaires, ont permis au PIB de progresser de 10,5 % (Allemagne) à 17,1 % (France). Le niveau de PIB d'avant la crise devrait être atteint début 2022.

La Chine connaît déjà un ralentissement (+ 7,7 % au second trimestre après + 18,3 % au premier trimestre), en raison d'une moindre croissance de la production industrielle et des ventes au détail.

Dans tous les pays, les banques centrales continuent à accompagner les États dans leurs mesures de soutien et de stimulation de l'économie : les conditions monétaires demeurent exceptionnellement favorables. Les taux d'intérêt sont très bas et les conditions d'accès aux crédits facilitées dans les principaux pays.

Le prix du pétrole a fortement progressé, à 75 dollars le baril, en raison de la hausse de la demande et de l'incapacité des pays producteurs à augmenter leur production. Le prix du pétrole a largement dépassé son niveau d'avant la crise : il est au plus haut depuis 6 ans.

Aux États-Unis, le PIB progresse fortement et retrouve actuellement son niveau d'avant la crise sanitaire. Malgré un petit retard dans le programme de vaccination, qui n'a pas permis au Président Biden d'atteindre l'objectif de l'immunité collective

pour la fête nationale du 4 juillet, le redressement sanitaire et économique est confirmé et amplifié. Le niveau du PIB d'avant la crise sanitaire a été retrouvé au cours du second trimestre 2021, grâce à un soutien public qui demeure particulièrement important et déjà le PIB annualisé du premier trimestre 2021 était très proche de celui du dernier trimestre 2019. Les créations d'emplois non agricoles ont atteint 850 000 en juin, 583 000 en mai et 269 000 en avril ; le taux de chômage continue sa lente régression, à 5,9 % en juin vs 6,7 % en début d'année, et 14,8 % au pire moment de la crise de 2020. 145,8 millions d'Américains avaient un emploi privé non agricole fin juin 2021, contre 152,5 millions fin février 2020 ; l'écart par rapport à l'avant crise est encore de - 4,4 %. La politique monétaire de la banque centrale reste expansionniste : le *Quantitative Easing* est maintenu à 120 milliards d'euros par mois, et les taux monétaires quasiment nuls ne devraient pas être relevés avant 18 mois. Cela permet une poursuite de la hausse du cours des actions, ce qui maintient une psychologie favorable à la dépense et à la croissance. Le patrimoine moyen des ménages a progressé de 23 % sur un an à fin juin 2021. L'inflation qui a connu une hausse importante (+ 5 %) est considérée comme transitoire.

En zone Euro, le redressement de la croissance au second trimestre 2021 est impressionnant, mais le contexte épidémique demeure un sujet majeur. En effet, à peine le déconfinement est-il terminé, notamment en France, que déjà des mesures sanitaires sont prises pour lutter contre l'émergence rapide du variant « Delta ». Une quatrième vague est possible dès la fin de l'été, et certaines grandes villes sont déjà dans une situation de pré-reconfinement, comme Barcelone ou Lisbonne. Le plan européen d'investissement à long terme (*Next Generation EU*) a été validé par les différents parlements nationaux, et les premiers décaissements ont été réalisés au bénéfice du Portugal ou de l'Italie, notamment. Cela constitue une bonne nouvelle pour la conjoncture car un retard sur le déblocage de ces fonds était anticipé. Les hausses de PIB du second trimestre 2021 sont considérables, et l'effet de rattrapage sera le plus visible sur cette période : respectivement + 17,3 %, + 10,5 % et + 14,7 % pour la France, l'Allemagne et l'Italie, après + 1,2 %, - 3,1 % et - 0,8 % pour le premier trimestre 2021 par rapport au trimestre correspondant de 2020. Ce fort rebond est soutenu par une politique monétaire très généreuse, la BCE injectant 120 milliards d'euros par mois via le rachat sur le marché d'obligations d'État et privées. Il est néanmoins « bridé » par des problèmes d'offre, notamment de pénurie de composants électroniques et de certaines matières premières, dont les prix ont flambé.

Au Royaume-Uni, le profil en « V » de premier semestre 2021 est le plus marqué. En effet, alors que le PIB du premier trimestre 2021 a baissé de 6,1 %, un record, le rebond est plus significatif : + 21,8 %. Cette volatilité est en partie liée à la politique sanitaire, car le déconfinement réalisé en 4 étapes au cours du second trimestre n'a pas été remis en cause par les risques de l'émergence des variants viraux. Il n'y a plus de contrainte sanitaire au Royaume-Uni en juillet 2021. Par ailleurs, même

séparée politiquement de l'Union européenne, le Royaume-Uni demeure toujours très dépendant de la conjoncture économique du continent, et son économie a souffert du *Brexit*. La Banque d'Angleterre, comme les autres grandes Banques Centrales, n'a pas modifié sa politique de *Quantitative Easing* de soutien massif de l'économie.

Après un puissant rebond, l'économie chinoise ralentit légèrement. L'épidémie a été particulièrement bien contrôlée en Chine. Si quelques foyers ont semblé reprendre au

second trimestre, les mesures rapidement prises ont permis d'endiguer toute nouvelle épidémie. Le profil de croissance est naturellement différent de celui des autres pays : le rebond a été très marqué au premier trimestre 2021 (+ 18,3 %) par rapport au premier trimestre 2020, et la croissance a ralenti au second trimestre (+ 7,7 %). La production industrielle a décéléré en mai : + 8,8 % en variation mensuelle, après 9,8 % en avril et 14,1 % en mars. Les ventes au détail ont connu le même ralentissement : + 12,4 %, + 17,7 % et + 34,2 %.

1.3 POLITIQUE RSE DU GROUPE

Publicis Groupe a poursuivi sa feuille de route en matière de RSE avec des avancées sur chacune de ses grandes priorités.

En matière de changement climatique, Publicis Groupe a vu ses objectifs pour 2030 validés en mars 2021 par *Science Based Targets Initiative* (SBTi). Le Groupe veut atteindre la neutralité carbone en 2030. Le plan d'action repose sur trois leviers : la réduction drastique de tous les impacts de 47 % pour les scopes 1 & 2 et de 14 % pour le scope 3, le recours à 100 % d'énergies renouvelables en source directe avant 2030 et en dernier ressort, le recours à la compensation carbone pour les impacts incompressibles. Par ailleurs, l'outil propriétaire d'évaluation des impacts des campagnes et projets A.L.I.C.E (*Advertising Limiting Impacts & Carbon Emissions*) est en cours de déploiement afin de mieux accompagner les clients sur ces aspects.

La pandémie mondiale a accéléré la transformation digitale des clients du Groupe, qui doivent aussi intégrer les enjeux de durabilité et soutenabilité dans leurs activités. Les sujets climatiques et de justice sociale occupent désormais une place importante dans les critères de choix des citoyens-consommateurs. Simultanément, et alors que le contexte réglementaire européen progresse, on observe des attentes plus fortes exprimées par les parties prenantes pour le futur, avec des questions plus précises de la part des investisseurs et actionnaires. Dans ce contexte, Publicis Groupe a annoncé le 26 mai 2021 la création d'un nouveau comité du Conseil de surveillance dédié aux questions environnementales, sociétales et sur la prise en compte des intérêts de toutes les parties prenantes ; ce Comité ESG est présidé par Suzy LeVine.

L'égalité et l'inclusion, la lutte contre le racisme et pour la justice sociale sont restées centrales au cours du premier semestre. Les 2 et 3 juin 2021, les journées de *Pause For Action* ont eu lieu pour la deuxième année et ont été l'occasion de partager à l'échelle du Groupe les progrès et bonnes pratiques en matière de diversité, d'égalité et d'inclusion, en évoquant le travail quotidien indispensable dans les agences en matière de rétention des talents et d'évolution professionnelle. Le 2 juin a été consacré à un état des lieux et des pratiques à l'échelle mondiale et le 3 juin a porté sur la situation des États-Unis.

La santé des collaborateurs demeure un sujet de mobilisation interne fort, avec des situations inégales entre les pays et des conséquences parfois douloureuses pour nos salariés comme en Inde où nombre de nos collaborateurs ont été durement affectés. La protection de tous les salariés est une absolue priorité, en suivant les consignes nationales de confinement et déconfinement et les gestes barrières recommandés. Les équipes RH/Talents locales restent vigilantes avec des plans de reprise très structurés, en veillant à combiner le télétravail avec un retour progressif au bureau dans les différents sites quand c'est possible.

La plateforme interne Marcel s'est installée comme lieu fédérateur, avec les sessions plénières trimestrielles animées par Arthur Sadoun, Président du Directoire et les sessions mensuelles avec les dirigeants des pays et leurs Comex. Dans cette période d'incertitude, l'objectif est de garder un lien étroit et régulier avec tous les salariés et de répondre à leurs questions. Les collaborateurs ont continué de bénéficier de programmes d'accompagnement individuels afin de prendre soin de leur santé physique et mentale et d'accéder largement aux nombreux programmes de formation en ligne.

En avril 2021, Publicis Groupe a annoncé un partenariat entre le Women's Forum for the Economy & Society et l'Institut de l'économie positive ainsi qu'un changement de la Gouvernance du Women's Forum avec l'arrivée d'Audrey Tcherkoff, Présidente exécutive de l'Institut de l'Economie Positive, devenant également Directrice générale du Women's Forum. La création d'un Global Advisory Council a également été lancée afin de faire rayonner plus encore les initiatives du Women's Forum.

En juin 2021, VivaTech s'est déroulé de manière hybride avec un événement physique réunissant plus de 26 000 participants à Paris (jauge restreinte pour raisons sanitaires) et des sessions digitales pendant 3 jours réunissant plus de 100 000 participants autour d'invités prestigieux de la Tech et de start-ups innovantes. Les actions du Groupe et des agences en matière de RSE sont publiquement accessibles dans la section RSE du site du Groupe et les données sont synthétisées dans la partie CSR Smart data.

1.4 ACQUISITIONS ET CESSIONS

Il n'y a pas eu de transaction significative sur la période.

1.5 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT

Compte de résultat consolidé simplifié

En millions d'euros	S1 2021	S1 2020	2021 vs 2020
Revenu net	4 931	4 774	+ 3,3 %
Revenu des coûts refacturables	562	504	+ 11,5 %
Revenu	5 493	5 278	+ 4,1 %
Charges de personnel	(3 174)	(3 224)	- 1,5 %
Autres charges opérationnelles	(1 267)	(1 131)	+ 12,0 %
Marge opérationnelle avant amortissements	1 052	923	+ 14,0 %
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(237)	(301)	- 21,3 %
Marge opérationnelle	815	622	+ 31,0 %
Taux de marge opérationnelle (% du revenu net)	16,5 %	13,0 %	+ 350 pdb
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(126)	(142)	- 11,3 %
Perte de valeur	(92)	(231)	- 60,2 %
Autres produits et charges non courants	1	5	- 80,0 %
Résultat opérationnel	598	254	+ 135 %
Résultat financier	(50)	(92)	- 45,7 %
Réévaluation des <i>earn-outs</i>	(5)	2	-
Impôt sur le résultat	(135)	(39)	-
Mises en équivalence	-	(2)	-
Intérêts minoritaires	6	13	-
Résultat net part du Groupe	414	136	+ 204 %

Revenu net du 2^e trimestre 2021

Le revenu net de Publicis Groupe pour le 2nd trimestre 2021 est de 2 539 millions d'euros et se compare à 2 293 millions d'euros en 2020, en croissance de 10,7 %. Les variations de taux de change ont eu un effet négatif de 125 millions d'euros. Les acquisitions (nettes de cessions) ont contribué pour 2 millions d'euros au revenu net du 2nd trimestre 2021.

La croissance organique est de + 17,1 % au 2nd trimestre 2021. Cela se traduit par un ratio de *recovery* de 102 % sur la période, après un recul de - 13,0 % au 2nd trimestre 2020, alors que le

Groupe était pleinement affecté par les effets de la pandémie de la Covid-19. Toutes les zones géographiques se redressent ce trimestre, et enregistrent une croissance organique à deux chiffres. La performance est ainsi ressortie au-dessus des attentes grâce à deux éléments majeurs. D'abord, l'amélioration du contexte au niveau mondial, caractérisé notamment par la réouverture de nombreuses économies en Europe et la poursuite du redressement de l'économie américaine. Deuxièmement, la force du modèle du Groupe, qui lui a permis de continuer à capturer l'évolution des dépenses des clients vers la gestion de la data, les médias digitaux, le *direct-to-consumer* et le commerce en général.

/ Répartition du revenu net du 2nd trimestre par zone géographique

(en millions d'euros)	Revenu net		Croissance publiée	Croissance organique	Recovery Ratio ⁽¹⁾
	T2 2021	T2 2020			
Amérique du Nord	1 527	1 458	+ 4,7 %	+ 15,1 %	106 %
Europe	634	510	+ 24,3 %	+ 23,0 % ⁽²⁾	94 % ⁽²⁾
Asie Pacifique	253	215	+ 17,7 %	+ 13,6 %	107 %
Moyen-Orient & Afrique	71	60	+ 18,3 %	+ 22,8 %	94 %
Amérique latine	54	50	+ 8,0 %	+ 15,9 %	92 %
Total	2 539	2 293	+ 10,7 %	+ 17,1 %	102 %

Le revenu net en Amérique du Nord est en hausse de + 15,1 % en organique au 2nd trimestre (+ 4,7 % sur une base publiée, en incluant un effet négatif du taux de change US dollar/Euro). Cette forte performance est principalement due à une croissance organique de + 15,2 % aux États-Unis, en accélération par rapport à un 1^{er} trimestre à + 5,1 %. Le ratio de *recovery* aux États-Unis est de 107 %, se traduisant par une croissance de 7 % par rapport au niveau de 2019. Aux États-Unis, la demande pour les médias digitaux, la gestion de la *first-party data* et le *direct-to-consumer* a été particulièrement élevée sur le trimestre. Dans ce contexte, le revenu net d'Epsilon est en hausse de + 31,1 % et celui de Publicis Sapient de + 27,0 % en organique. La même tendance a été observée sur l'activité de médias digitaux du Groupe, PMX, soutenant ainsi la hausse de l'activité Media. Les activités dans le domaine de la Santé enregistrent une nouvelle hausse à deux chiffres ce trimestre. Les activités créatives enregistrent également une croissance positive, en amélioration séquentielle après avoir été stable au 1^{er} trimestre, avec notamment une forte hausse des activités de production.

En Europe, les activités rebondissent et récupèrent la plupart de ce qui a été perdu au 2nd trimestre 2020, avec une croissance organique de 23,0 % ⁽²⁾, reflétant ainsi la levée progressive des restrictions (+ 24,3 % en publié). Au 2nd trimestre, le Royaume-Uni renoue avec une croissance positive à + 10,0 % en organique. En France, l'ensemble des activités rebondit fortement, avec un revenu net en hausse de 30,6 % ⁽³⁾. La croissance organique s'accélère à + 9,6 % en Allemagne et à + 36,9 % en Italie.

Le revenu net de la région Asie-Pacifique augmente de + 13,6 % en organique (+ 17,7 % en publié), accélérant ainsi

au 2nd trimestre. Cette progression se traduit par un ratio de *recovery* de 107 % après une croissance organique de - 5,7 % enregistrée au 2nd trimestre 2020. La Chine a enregistré une croissance organique de + 8,0 %, l'Australie de + 7,3 % et l'Inde de + 35,4 %.

Le revenu net de la région Moyen-Orient et Afrique progresse de + 22,8 % en organique (+ 18,3 % en publié).

Le revenu net en Amérique latine est en hausse de + 15,9 % en organique, représentant un ratio de *recovery* de 92 % alors même que la région reste très affectée par la situation sanitaire. Le revenu net publié est en croissance de + 8,0 % en prenant en compte un effet toujours négatif des devises dans la région.

Revenu net du 1^{er} semestre 2021

Le revenu net de Publicis Groupe au 1^{er} semestre 2021 est de 4 931 millions d'euros, en hausse de + 3,3 % par rapport aux 4 774 millions d'euros du 1^{er} semestre 2020. Les variations de taux de change ont un effet négatif de 276 millions d'euros. Les acquisitions (nettes de cessions) ont contribué à un impact négatif de 1 million d'euros sur le revenu net.

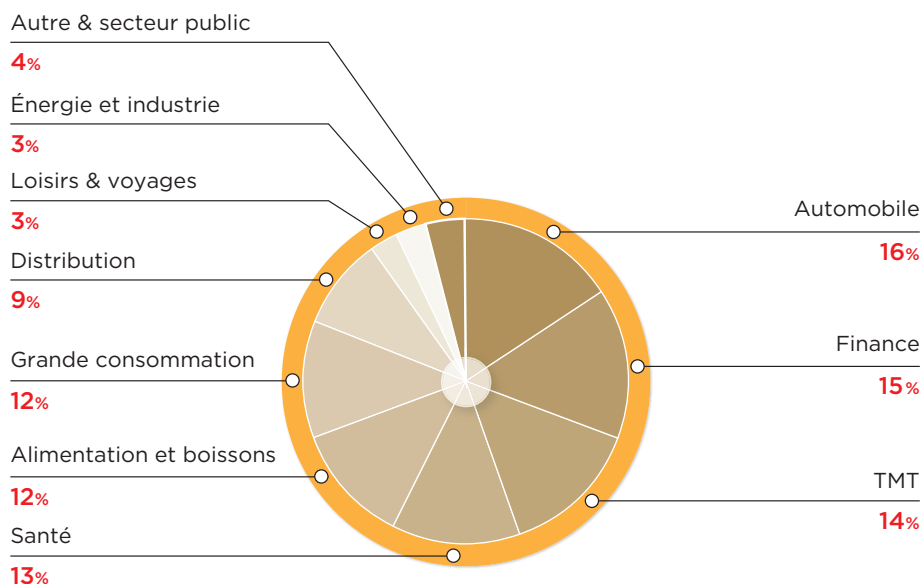
La croissance organique est de + 9,7 % au 1^{er} semestre 2021. Cela se traduit par un ratio de *recovery* de 101 %, comparé à une croissance organique de - 8,0 % au 1^{er} semestre 2020. La croissance du Groupe accélère au 2nd trimestre à + 17,1 %, après une croissance de + 2,8 % au 1^{er} trimestre 2021. Au 1^{er} semestre 2021, toutes les régions enregistrent une croissance organique positive.

(1) Ratio de *recovery* calculé comme suit : 100 x [1 + croissance organique (n-1)] x [1 + croissance organique (n)].

(2) + 16,9 % hors activités d'affichage dans les transports et le Drugstore, soit un ratio de *recovery* de 97 %.

(3) Hors activités d'affichage dans les transports et le Drugstore.

/ Répartition du revenu net du 1^{er} semestre 2021 par secteur



Sur la base de 3 250 clients représentant 92 % du revenu net total du Groupe

/ Répartition du revenu net semestriel par zone géographique

(en millions d'euros)	Revenu net		Croissance publiée	Croissance organique	Recovery Ratio ⁽¹⁾
	S1 2021	S1 2020			
Amérique du Nord	3 032	3 013	+ 0,6 %	+ 9,7 %	106 %
Europe	1 195	1 088	+ 9,8 %	+ 10,0 % ⁽²⁾	92 % ⁽²⁾
Asie Pacifique	470	434	+ 8,3 %	+ 9,8 %	106 %
Moyen-Orient & Afrique	133	135	- 1,5 %	+ 4,3 %	92 %
Amérique latine	101	104	- 2,9 %	+ 12,0 %	94 %
Total	4 931	4 774	+ 3,3 %	+ 9,7 %	101 %

Le revenu net en Amérique du Nord enregistre une croissance organique de + 9,7 % au 1^{er} semestre (+ 0,6 % en reporté, en incluant l'effet négatif du taux de change US dollar/Euro). Cette performance est liée à une croissance de + 10,0 % aux États-Unis, reflétant un 1^{er} trimestre solide à + 5,1 % et une accélération au 2nd trimestre à + 15,2 %. Au total, le ratio de *recovery* aux États-Unis s'établit à 106 % ⁽¹⁾, soit une croissance de 6 % par rapport au niveau du 1^{er} semestre 2019.

L'activité en Europe a rebondi avec une croissance organique de + 10,0 % au 1^{er} semestre (+ 9,8 % en publié). En excluant l'impact de certaines activités qui avaient été arrêtées au 2nd trimestre 2020 en France (affichage dans les transports et le Drugstore), la croissance organique en Europe s'établit à + 9,7 %, soit un ratio de *recovery* de 96 %. Tous les pays ont rebondi, même si la performance reste diverse selon les pays, reflétant des mix d'activités différents, des situations économiques locales et

des bases de comparaison différentes au 1^{er} semestre 2020. Les activités au Royaume-Uni ont progressé de + 3,6 % en organique, de + 17,2 % ⁽³⁾ en France, de + 7,8 % en Allemagne et de + 28,2 % en Italie.

Le revenu net en Asie-Pacifique progresse de + 9,8 % en organique (+ 8,3 % en publié). La Chine enregistre une croissance organique de + 5,8 %, l'Australie de + 5,1 % et l'Inde de + 22,6 %.

La croissance organique de la zone Moyen-Orient et Afrique a progressé de + 4,3 % au 1^{er} semestre (- 1,5 % en publié).

En Amérique latine, la croissance s'est établie à + 12,0 % en organique (- 2,9 % en publié, l'impact des devises dans la région continuant à être significativement négatif). Le Brésil a vu son revenu net augmenter de + 11,7 % en organique et le Mexique était quasiment stable à -0,4%.

(1) Ratio de recovery calculé comme suit : $100 \times [1 + \text{croissance organique (n-1)}] \times [1 + \text{croissance organique (n)}]$.

(2) + 9,7 % hors activités d'affichage dans les transports et le Drugstore, soit un ratio de *recovery* de 96 %.

(3) Hors activités d'affichage dans les transports et le Drugstore.

Marge opérationnelle & résultat opérationnel

La marge opérationnelle avant amortissements s'établit à 1 052 millions d'euros au 1^{er} semestre 2021, contre 923 millions à la même période en 2020, soit une hausse de 14,0 %. Le taux de marge ressort à 21,3 % du revenu net (+ 200 points de base par rapport au 1^{er} semestre 2020 et + 100 points de base par rapport au 1^{er} semestre 2019).

- ▶ Les charges de personnel atteignent 3 174 millions d'euros au 30 juin 2021, en baisse de 1,6 % par rapport à 3 224 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020. Cette évolution reflète l'impact du plan de réduction des coûts lancé en 2020 au début de la crise, partiellement compensé par la poursuite de l'investissement dans les talents du Groupe. En pourcentage du revenu net, les charges de personnel atteignent 64,4 % au 1^{er} semestre 2021, en baisse de 310 points de base par rapport à 67,5 % au 1^{er} semestre 2020. Cette baisse reflète en partie la forte progression du revenu net au cours du 1^{er} semestre qui n'a pas été immédiatement accompagnée par une hausse des coûts. Les coûts fixes de personnel atteignent 2 779 millions d'euros et représentent 56,4 % du revenu net contre 59,9 % au 1^{er} semestre 2020. Par ailleurs, le coût des free-lances a augmenté de 28 millions d'euros au 1^{er} semestre 2021, en parallèle de la hausse de l'activité, et représente 169 millions d'euros. La provision pour bonus a augmenté de 65 millions d'euros pour atteindre 182 millions d'euros au 1^{er} semestre 2021, reflétant la bonne performance réalisée. Les coûts de restructuration atteignent 12 millions d'euros, une baisse significative et anticipée par rapport aux 69 millions du 1^{er} semestre 2020.
- ▶ Les autres charges opérationnelles (hors amortissements) sont de 1 267 millions d'euros et se comparent à 1 131 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020. Ce poste représente 25,7 % du revenu net contre 23,7 % au 1^{er} semestre 2020. Cette variation inclut une hausse du coût des ventes de 48 millions d'euros, liée à la comptabilisation de contrats d'affichage média qui ont été étendus pour une courte durée. Les paiements minimums relatifs à ces contrats ont été directement comptabilisés en coût des ventes en 2021 et n'ont pas pu être comptabilisés comme en 2020 en droits d'utilisation relatifs aux contrats de location donnant lieu à dépréciation. Cette hausse a été partiellement compensée par une baisse des autres charges de fonctionnement, notamment les dépenses liées aux voyages qui continuent de baisser au 1^{er} semestre 2021.

La dotation aux amortissements est de 237 millions d'euros au 1^{er} semestre 2021, à comparer à 301 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020, en baisse de 21,3 %. Cette baisse de 64 millions d'euros provient en large partie de l'impact de la comptabilisation des contrats décrite ci-dessus dans la section autres charges opérationnelles.

En conséquence, la marge opérationnelle s'établit à 815 millions d'euros, en hausse de 31,0 % par rapport au 1^{er} semestre 2020. Le taux de marge ressort ainsi à 16,5 % au 1^{er} semestre 2021, en hausse de 350 points de base par rapport à 13,0 % au 1^{er} semestre 2020, et en hausse de 150 points de base par rapport à 15,0 % au 1^{er} semestre 2019 (hors coûts de transaction liés à l'acquisition d'Epsilon).

Les taux de marge opérationnelle par région s'élèvent à 19,2 % en Amérique du Nord, 11,0 % en Europe, 19,4 % en Asie-Pacifique, 5,3 % pour la région Moyen-Orient/Afrique et 2,0 % en Amérique latine.

Les amortissements sur immobilisations incorporelles liées aux acquisitions sont de 126 millions d'euros sur le semestre, en baisse de 16 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2020. Les pertes de valeur sur les droits d'utilisation d'actifs immobiliers s'élèvent à 92 millions d'euros, en baisse de 139 millions par rapport au 1^{er} semestre 2020. Cette réduction reflète l'avancement du plan de consolidation immobilière *All in One*, qui engendre une réduction du nombre de sites, tout en permettant une meilleure collaboration entre les équipes.

Les autres charges et produits non courants représentent un produit de 1 million d'euros par rapport à 5 millions d'euros au 30 juin 2020.

Le résultat opérationnel s'élève à 598 millions d'euros sur le semestre, contre 254 millions d'euros au 30 juin 2020.

Autres postes du compte de résultat

Le résultat financier, composé du coût de l'endettement financier net et d'autres charges et produits financiers, est une charge de 55 millions d'euros au 1^{er} semestre 2021, contre une charge de 90 millions d'euros à la même période en 2020. La charge (nette de produits) sur l'endettement financier net est de 45 millions d'euros sur le semestre, incluant 40 millions d'euros d'intérêts sur la dette d'acquisition d'Epsilon. Au 1^{er} semestre 2020, l'endettement financier net était une charge de 48 millions d'euros. Les autres charges et produits financiers représentent une charge de 5 millions d'euros sur le semestre, et comprennent notamment 35 millions d'euros d'intérêts sur les obligations locatives et 32 millions d'euros de produit de réévaluation de la juste valeur des Fonds Communs de Placement. Les autres charges et produits financiers représentaient une charge de 44 millions d'euros au 30 juin 2020, incluant 40 millions d'euros d'intérêts sur les obligations locatives ainsi qu'une charge de 4 millions d'euros liée à la réévaluation de la juste valeur des Fonds Communs de Placement.

La réévaluation des *earn-outs* se traduit par une charge de 5 millions d'euros à comparer à un produit de 2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020.

La charge d'impôt est de 135 millions d'euros au 30 juin 2021, correspondant à un taux d'impôt effectif prévisionnel sur l'année de 24,7 %, contre 39 millions d'euros à la même période l'année dernière, correspondant à un taux d'impôt effectif prévisionnel sur l'année de 25,0 %.

La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence n'est pas significative sur le semestre, à comparer à une perte de 2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020.

La part des intérêts minoritaires dans le résultat net est une perte de 6 millions d'euros au 30 juin 2021 contre une perte de 13 millions d'euros au 30 juin 2020.

Au total, le résultat net part du Groupe est de 414 millions d'euros à fin juin 2021 contre 136 millions d'euros à fin juin 2020.

Bilan et tableau de financement

Bilan simplifié

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Écarts d'acquisition nets	11 175	10 858
Autres immobilisations incorporelles nettes	1 408	1 509
Droits d'utilisation nets relatifs aux contrats de location	1 544	1 645
Autres immobilisations nettes	890	882
Impôts courant et différé	(319)	(326)
Besoin en fonds de roulement	(2 851)	(3 731)
Total de l'actif	11 847	10 837
Capitaux propres part du Groupe	7 690	7 182
Intérêts minoritaires	(46)	(22)
Capitaux propres totaux	7 644	7 160
Provision LT/CT	727	702
Endettement financier net	1 362	833
Obligations locatives	2 114	2 142
Total du passif	11 847	10 837

Les capitaux propres consolidés part du Groupe sont passés de 7 182 millions d'euros au 31 décembre 2020 à 7 690 millions d'euros au 30 juin 2021.

Les intérêts minoritaires sont négatifs à 46 millions d'euros, contre 22 millions au 31 décembre 2020.

Endettement financier net

En millions d'euros	30/06/2021	31/12/2020
Dettes financières (long et court terme)	4 295	4 509
Juste valeur des dérivés de couverture sur Eurobond 2025, 2028 et 2031 ⁽¹⁾	(13)	(65)
Juste valeur des dérivés sur prêts/emprunts intragroupe ⁽¹⁾	39	89
Total dette financière y compris valeur de marché des dérivés associés	4 321	4 533
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 959)	(3 700)
Endettement financier net	1 362	833
Endettement net/capitaux propres (y compris intérêts minoritaires)	0,18	0,12

(1) Présentés en « Autres créances et actifs courants » et/ou « Autres dettes et passifs courants » au bilan consolidé.

L'endettement financier net s'établit à 1 362 millions d'euros au 30 juin 2021, à comparer à 833 millions d'euros au 31 décembre 2020.

La dette nette moyenne du Groupe sur le premier semestre s'élève à 1 616 millions d'euros contre 3 684 millions d'euros sur la même période en 2020. Fin décembre 2020, deux tranches du prêt à moyen terme contracté pour l'acquisition d'Epsilon avaient fait l'objet d'un remboursement par anticipation pour 940 millions d'euros.

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie liés à l'activité se sont traduits par un besoin de 274 millions d'euros au cours des six premiers mois de 2021 contre un excédent de 31 millions d'euros pour la même période de l'année précédente. L'impôt payé s'élève à 163 millions d'euros en 2021 contre 74 millions d'euros au premier semestre 2020. Le besoin en fonds de roulement s'est dégradé de 1 191 millions d'euros, à comparer à une dégradation de 853 millions d'euros au premier semestre 2020.

Les flux nets liés aux opérations d'investissement comprennent les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les acquisitions nettes d'immobilisations financières et les acquisitions et cessions de filiales. Les flux nets liés aux opérations d'investissement se soldent par une utilisation de trésorerie de 123 millions d'euros au 30 juin 2021 contre une utilisation de 115 millions d'euros en 2020. Les investissements nets en immobilisations corporelles et incorporelles se sont établis à 50 millions d'euros (incluant les investissements relatifs au plan immobilier *All in One*) contre 73 millions au premier semestre 2020. Le montant (net de cessions) consacré aux acquisitions de filiales s'est élevé à 77 millions d'euros contre 35 millions d'euros en 2020.

Free cash flow

Le tableau ci-dessous présente le calcul du *free cash flow* du Groupe :

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020
EBITDA	1 052	923
Remboursement des obligations locatives et intérêts associés	(179)	(234)
Investissements en immobilisations (nets)	(50)	(73)
Intérêts financiers payés, nets	(82)	(81)
Impôt payé	(163)	(74)
Autres	27	34
Free cash flow avant variation du BFR	605	495
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 191)	(853)
Free cash flow	(586)	(358)

Le *free cash flow* du Groupe à 605 millions euros, avant variation du besoin en fonds de roulement, est en forte hausse de 110 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2020. Le remboursement des obligations locatives et intérêts associés s'élève à 179 millions d'euros. Les investissements nets en immobilisations sont en baisse de 23 millions d'euros. Les intérêts financiers incluent principalement les intérêts relatifs à la dette d'Epsilon et sont de 82 millions d'euros. Les impôts payés s'établissent à 163 millions d'euros, en hausse par rapport aux 74 millions payés au 1^{er} semestre 2020. Cette hausse reflète à la fois l'augmentation du résultat opérationnel du Groupe et un effet de rattrapage lié aux délais de paiement accordés par certains pays en 2020. La variation du besoin en fonds de

roulement est de - 1 191 millions d'euros sur le semestre, contre - 853 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2020. Le *free cash flow* du Groupe après variation du besoin en fonds de roulement s'établit ainsi à - 586 millions d'euros, en dégradation par rapport à celui du premier semestre 2020 à - 358 millions d'euros.

Les opérations de financement se sont traduites par un besoin de 447 millions d'euros à fin juin 2021 contre un excédent de 339 millions d'euros à fin juin 2020. L'excédent du premier semestre 2020 provenait principalement du tirage sur la ligne RCF de 2 milliards d'euros en mars, de manière préventive pour faire face à un potentiel impact de la pandémie sur la liquidité, remboursée pour moitié en juin. Le flux sortant de cash est principalement lié aux remboursements d'emprunts pour 190 millions d'euros (dont 150 millions d'euros pour un prêt à moyen terme souscrit pour l'acquisition d'Epsilon). Ce flux est également lié aux intérêts payés sur le premier semestre 2021 pour un montant de 94 millions d'euros contre 106 millions d'euros en 2020. Enfin les remboursements de dettes locatives et les intérêts y afférent s'élèvent à 179 millions d'euros en 2021 contre 234 millions en 2020.

Au total, la position de trésorerie du Groupe nette des soldes créditeurs de banques a diminué de 742 millions d'euros au premier semestre 2021, contre une augmentation de 330 millions d'euros sur la même période de l'année précédente.

En incluant les lignes de crédit mobilisables à court terme, les liquidités disponibles pour le Groupe s'élèvent à 5 446 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 6 306 millions d'euros au 31 décembre 2020 et 5 369 millions d'euros au 30 juin 2020.

Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2021, les opérations avec des parties liées telles que décrites dans les comptes annuels se sont poursuivies.

Publicis Groupe (société mère du Groupe)

Le chiffre d'affaires de Publicis Groupe est composé exclusivement de loyers immobiliers et d'honoraires pour services d'assistance aux filiales du Groupe.

Le total des produits d'exploitation s'est élevé à 58 millions d'euros au cours du premier semestre 2021, contre 51 millions sur la même période en 2020. Il comprend le chiffre d'affaires, composé exclusivement de loyers immobiliers et d'honoraires pour services d'assistance aux filiales du Groupe, pour un montant de 14 millions d'euros (contre 15 millions en 2020) et des refacturations et autres produits pour 44 millions d'euros (contre 36 millions en 2020).

Les charges d'exploitation se sont élevées à 55 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 48 millions d'euros au 30 juin de l'année précédente.

Les produits financiers s'établissent à 4 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 48 millions d'euros l'année précédente. Cette diminution est principalement liée à la baisse des intérêts sur prêts intragroupe (- 39 millions d'euros) et au fait de l'absence

de dividendes perçus au premier semestre 2021 contre 6 millions d'euros sur 2020.

Les charges financières s'élèvent à 36 millions d'euros au 30 juin 2021, contre 62 millions d'euros l'année précédente, diminution essentiellement due au débouclage anticipé de swaps croisés de taux-change en décembre 2020 sur les Eurobond 2021 et 2024, dont la charge s'élevait à 13 millions d'euros au 30 juin 2020, mais aussi aux charges financières sur le tirage de la ligne de crédit syndiqué de 2 milliards d'euros qui s'élevaient à 8 millions d'euros l'année dernière.

Le résultat courant avant impôt est une charge de 30 millions d'euros au titre du premier semestre 2021, contre 10 millions d'euros au premier semestre 2020.

Après prise en compte d'un gain d'impôt net de 1 million d'euros (2 millions d'euros au premier semestre 2020) provenant de l'intégration fiscale française, le résultat net de Publicis Groupe, société mère du groupe, ressort en perte de 29 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 8 millions au 30 juin 2020.

1.6 ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

Le 15 juillet 2021, Publicis a annoncé l'acquisition de CitrusAd, une plateforme technologique (SaaS) qui optimise les performances marketing des marques directement sur les sites e-commerce et dont la société est basée en Australie.

L'expertise de CitrusAd sur les sites e-commerce, combinée avec l'offre *retail media* d'Epsilon sur les sites des éditeurs, toutes les deux alimentées par le CORE ID, permettra à Publicis Groupe de prendre le leadership de la nouvelle génération du *retail media* basée sur l'identité, avec une mesure totalement transparente de la performance, validée directement par les transactions.

Dans un contexte où les investissements publicitaires dans le *retail media*, aujourd'hui estimés à 30 milliards de dollars par an, vont être amenés à doubler au cours des cinq prochaines années, cette acquisition permettra aux clients de Publicis Groupe d'accélérer leur croissance dans ce secteur très dynamique, de leur donner une visibilité complète sur la performance consolidée de leurs investissements médias, et un accès incomparable aux données *first-party* des sites e-commerce, leur permettant ainsi de se préparer à un monde sans *cookies*.

1.7 PERSPECTIVES

Au 1^{er} semestre 2021, le Groupe a totalement récupéré la perte de revenu intervenue sur la même période en 2020, enregistrant une croissance organique de + 9,7 % après une baisse de - 8,0 % au 1^{er} semestre 2020, grâce à la force de son modèle et dans un environnement en nette amélioration.

Pour l'année 2021 et en faisant l'hypothèse d'une situation sanitaire qui ne se dégrade pas de manière significative, le Groupe anticipe désormais pouvoir récupérer totalement la baisse organique de son revenu net de - 6,3 % en 2020, soit un an plus tôt qu'anticipé. Cela implique une croissance organique de 7 % en 2021.

En ce qui concerne le taux de marge opérationnelle, le Groupe revoit à la hausse son objectif pour l'année 2021, après la performance exceptionnelle du 1^{er} semestre. Le taux de marge opérationnelle reviendra dès 2021 à son niveau d'avant pandémie, à 17 %, alors même que le Groupe continuera à investir dans ses talents et dans ses produits au 2nd semestre pour préparer la croissance future.

Le Groupe revoit également à la hausse son objectif de *free cash flow* avant variation du BFR, qui devrait s'établir entre 1,2 et 1,3 milliard d'euros, contribuant ainsi au désendettement du Groupe.

CHAPITRE

2

COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2021

2.1 COMPTE DE RÉSULTAT
CONSOLIDÉ 16

2.2 ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL
CONSOLIDÉ 17

2.3 BILAN CONSOLIDÉ 18

2.4 TABLEAU DES FLUX DE
TRÉSORERIE CONSOLIDÉS 19

2.5 TABLEAU DE VARIATION DES
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 20

2.6 NOTES ANNEXES AUX COMPTES
CONSOLIDÉS 22

2.1 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2021 (6 mois)	30 juin 2020 (6 mois)	31 décembre 2020 (12 mois)
Revenu net ⁽¹⁾		4 931	4 774	9 712
Revenu des coûts refacturables		562	504	1 076
Revenu		5 493	5 278	10 788
Charges de personnel	4	(3 174)	(3 224)	(6 242)
Autres charges opérationnelles		(1 267)	(1 131)	(2 388)
Marge opérationnelle avant amortissements		1 052	923	2 158
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	5	(237)	(301)	(600)
Marge opérationnelle		815	622	1 558
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	5	(126)	(142)	(339)
Perte de valeur	5	(92)	(231)	(241)
Autres produits et charges non courants	6	1	5	5
Résultat opérationnel		598	254	983
Charges financières		(57)	(95)	(185)
Produits financiers		12	47	66
Coût de l'endettement financier net	7	(45)	(48)	(119)
Autres charges et produits financiers	7	(5)	(44)	(79)
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	7	(5)	2	(17)
Résultat avant impôt des entreprises consolidées		543	164	768
Impôt sur le résultat	8	(135)	(39)	(196)
Résultat net des entreprises consolidées		408	125	572
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	11	-	(2)	(1)
Résultat net		408	123	571
Dont :				
• Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		(6)	(13)	(5)
• Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe		414	136	576
Données par action (en euros) – Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	9			
Nombre d'actions		246 106 455	237 468 157	239 838 347
Bénéfice net par action		1,68	0,57	2,40
Nombre d'actions dilué		248 475 342	238 280 061	241 926 553
Bénéfice net par action – dilué		1,67	0,57	2,38

(1) Revenu net : Revenu après déduction des coûts refacturables aux clients. Ces coûts concernent essentiellement des activités de production et de média, ainsi que des frais divers à la charge des clients. Ces éléments refacturables aux clients ne faisant pas partie du périmètre d'analyse des opérations, l'indicateur revenu net est le plus pertinent pour la mesure de la performance opérationnelle des activités du Groupe.

2.2 ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	30 juin 2021 (6 mois)	30 juin 2020 (6 mois)	31 décembre 2020 (12 mois)
Résultat net de la période (a)	408	123	571
Éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat			
• Gains (et pertes) actuariels sur régime à prestations définies	24	(24)	(20)
• Impôts différés relatifs aux éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat	(6)	4	3
Éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés en résultat			
• Réévaluation des instruments de couverture	17	(134)	(89)
• Écarts de conversion de consolidation	233	(133)	(633)
Total des autres éléments du résultat global (b)	268	(287)	(739)
Résultat global de la période (a) + (b)	676	(164)	(168)
Dont :			
• Résultat global de la période attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(6)	(10)	(7)
• Résultat global de la période attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	682	(154)	(161)

2

2.3 BILAN CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2021	31 décembre 2020
Actif			
Écarts d'acquisition nets	10	11 175	10 858
Immobilisations incorporelles nettes		1 408	1 509
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	16	1 544	1 645
Immobilisations corporelles nettes		607	626
Impôts différés actifs		178	137
Titres mis en équivalence	11	23	24
Autres actifs financiers	12	260	232
Actifs non courants		15 195	15 031
Stocks et en-cours de production		277	230
Clients et comptes rattachés		8 818	9 508
Actifs sur contrats		1 029	889
Autres créances et actifs courants		801	803
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 959	3 700
Actifs courants		13 884	15 130
Total de l'actif		29 079	30 161
Passif			
Capital		101	99
Réserves consolidées, part du Groupe		7 589	7 083
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe (Part du Groupe)	13	7 690	7 182
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)		(46)	(22)
Total capitaux propres		7 644	7 160
Dettes financières à plus d'un an	15	3 461	3 653
Obligations locatives à plus d'un an	16	1 819	1 850
Impôts différés passifs		235	247
Provisions à long terme	14	493	468
Passifs non courants		6 008	6 218
Fournisseurs et comptes rattachés		11 330	12 887
Passifs sur contrats		347	404
Dettes financières à moins d'un an	15	834	856
Obligations locatives à moins d'un an	16	295	292
Dettes d'impôts sur les sociétés		343	296
Provisions à court terme	14	234	234
Autres dettes et passifs courants		2 044	1 814
Passifs courants		15 427	16 783
Total du passif		29 079	30 161

2.4 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	30 juin 2021 (6 mois)	30 juin 2020 (6 mois)	31 décembre 2020 (12 mois)
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net	408	123	571
Neutralisation des produits et charges calculés :			
• Impôt sur le résultat	135	39	196
• Coût de l'endettement financier net	45	48	119
• Moins-values (plus-values) de cession d'actifs (avant impôt)	(1)	(5)	(6)
• Dotation aux amortissements et pertes de valeur	455	674	1 180
• Rémunérations fondées sur des actions	25	28	55
• Autres produits et charges calculés	11	47	94
• Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	2	1
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	2	2	2
Impôt payé	(163)	(74)	(293)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité ⁽¹⁾	(1 191)	(853)	1 047
Flux net de trésorerie liés à l'activité (I)	(274)	31	2 966
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(50)	(83)	(167)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	10	12
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	4	(7)	(9)
Acquisitions de filiales	(77)	(37)	(146)
Cessions de filiales	-	2	1
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement (II)	(123)	(115)	(309)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-	(102)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(4)	(10)
Encaissements provenant de nouveaux emprunts ⁽²⁾	1	2 091	2
Remboursement des emprunts ⁽²⁾	(190)	(1 436)	(1 302)
Remboursement des dettes locatives	(144)	(194)	(384)
Intérêts payés sur obligations locatives	(35)	(40)	(77)
Intérêts financiers payés	(94)	(106)	(184)
Intérêts financiers encaissés	12	25	71
Rachats de participations ne donnant pas le contrôle	(4)	-	(10)
(Achats)/Ventes nets d'actions propres et exercice de BSA	9	3	8
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (III)	(447)	339	(1 988)
Incidence des variations de taux de change (IV)	102	75	(379)
Variation de la trésorerie consolidée (I + II + III + IV)	(742)	330	290
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier	3 700	3 413	3 413
Soldes créditeurs de banques au 1 ^{er} janvier	(3)	(6)	(6)
Trésorerie à l'ouverture (V)	3 697	3 407	3 407
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2 959	3 743	3 700
Soldes créditeurs de banques à la clôture	(4)	(6)	(3)
Trésorerie à la clôture (VI)	2 955	3 737	3 697
Variation de la trésorerie consolidée (VI - V)	(742)	330	290
(1) Détail de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité			
Variation des stocks et en-cours de production	(32)	67	139
Variation des créances clients et autres créances	847	2 605	(24)
Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions	(2 006)	(3 525)	932
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(1 191)	(853)	1 047
(2) Voir note 15.			

2.5 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Nombre d'actions en circulation	(en millions d'euros)	Capital social	Réserves liées au capital
245 577 779	31 décembre 2020	99	4 307
	Résultat net		
	Autres éléments du résultat global nets d'impôts		
	Total des produits et charges de la période	-	-
5 018 232	Dividendes	2	264
296 350	Rémunérations fondées sur des actions nettes d'impôts		
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		
241 301	Exercices de bons de souscription d'actions	0	7
698 159	(Achats)/Ventes d'actions propres		
251 831 821	30 juin 2021	101	4 578
236 956 827	31 décembre 2019	96	4 137
	Résultat net		
	Autres éléments du résultat global nets d'impôts		
	Total des produits et charges de la période	-	-
	Dividendes		
274 325	Rémunérations fondées sur des actions nettes d'impôts		
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		
1 602	Exercices de bons de souscription d'actions	-	0
1 164 001	Achats/Ventes d'actions propres		
238 396 755	30 juin 2020	96	4 137

COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2021
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

2

Réserves et résultats consolidés	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
3 585	(816)	7	7 182	(22)	7 160
414			414	(6)	408
	233	35	268		268
414	233	35	682	(6)	676
(493)			(227)	(2)	(229)
28			28		28
16			16	(16)	0
			7		7
2			2		2
3 552	(583)	42	7 690	(46)	7 644
3 240	(185)	113	7 401	(9)	7 392
136			136	(13)	123
	(136)	(154)	(290)	3	(287)
136	(136)	(154)	(154)	(10)	(164)
(273)			(273)	(4)	(277)
28			28		28
0			0	2	2
0			0		0
28			28		28
3 159	(321)	(41)	7 030	(21)	7 009

2.6 NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

SOMMAIRE DÉTAILLÉ DES NOTES ANNEXES

Note 1	Synthèse des règles et méthodes comptables	23
	Nouvelles normes et interprétations applicables	23
	Recours à des estimations	23
Note 2	Impacts du Covid-19 sur les comptes consolidés semestriels condensés	23
	Tests de dépréciation des écarts d'acquisition	23
	Exposition au risque de crédit	23
	Exposition au risque de liquidité	23
Note 3	Variations du périmètre	24
	Prises de contrôle de la période	24
	Cessions de la période	24
Note 4	Charges de personnel et effectifs	24
Note 5	Dotations aux amortissements et perte de valeur	25
	Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	25
	Perte de valeur sur les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	25
	Perte de valeur sur les écarts d'acquisition	25
Note 6	Autres produits et charges non courants	25
Note 7	Charges et produits financiers	26
Note 8	Impôt sur le résultat	26
	Taux d'impôt effectif	26
Note 9	Bénéfice net par action	27
Note 10	Écarts d'acquisition	29
	Variation des écarts d'acquisition	29
Note 11	Participations dans des entreprises associées	29
Note 12	Autres actifs financiers	29

Note 13	Capitaux propres	30
	Capital social de la société mère	30
	Neutralisation des actions propres existantes au 30 juin 2021	30
	Dividendes	30
Note 14	Provisions pour risques et charges	31
	Hypothèses actuarielles (Taux moyens pondérés)	31
Note 15	Dettes financières	31
	Emprunts obligataires	33
	Analyse par catégorie de taux	34
	Exposition au risque de liquidité	34
Note 16	Contrats de location	34
	Analyse des échéances des obligations locatives	34
Note 17	Engagements	35
	Obligations liées aux bons de souscription d'actions	35
	Autres engagements	35
Note 18	Autres Informations	36
Note 19	Information sectorielle	36
	Information par secteur d'activité	36
	Information par zone géographique	36
Note 20	Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe SA	40
	Plans d'options de souscription ou d'achat d'actions Publicis Groupe	41
	Plans d'actions gratuites Publicis Groupe à l'origine	42
	Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions et plans d'actions gratuites sur le résultat	43
Note 21	Informations relatives aux transactions avec les parties liées	44
Note 22	Événements postérieurs à la clôture	44

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2021 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire du 19 juillet 2021 et examinés par le Conseil de surveillance du 21 juillet 2021.

Les comptes consolidés semestriels condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Note 1 Synthèse des règles et méthodes comptables

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Publicis au 30 juin 2021 ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS approuvées par l'Union européenne à la date de clôture et d'application obligatoire à cette date.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2021 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont cohérentes avec celles utilisées par le Groupe dans les comptes consolidés au 31 décembre 2020, et présentées dans le Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 9 avril 2021 (« Document d'enregistrement universel 2020 », pages 207 à 216).

Nouvelles normes et interprétations applicables

Application des nouvelles normes et interprétations

Au 30 juin 2021, le Groupe n'a pas appliqué de nouvelles normes ou interprétations.

Application par anticipation

Au 30 juin 2021, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de nouvelle norme ou interprétation.

Recours à des estimations

La situation financière et les résultats du Groupe dépendent des méthodes comptables, hypothèses, estimations et jugements retenus lors de l'élaboration des comptes consolidés. Le Groupe fonde ses estimations sur son expérience passée ainsi que sur un ensemble d'autres hypothèses jugées raisonnables au regard des circonstances afin d'évaluer les valeurs à retenir pour les actifs et passifs du Groupe. Les actifs et passifs qui font l'objet d'estimations au 1^{er} semestre 2021 sont de même nature que celles décrites au 31 décembre 2020 dans le Document d'enregistrement universel 2020. La Direction révisé ces estimations lorsqu'elle identifie de nouveaux événements à prendre en compte ou en cas de changement des circonstances sur lesquelles ces hypothèses étaient fondées. Au 30 juin 2021, les hypothèses continuent à tenir compte des effets de la crise liée au Covid-19. Les réalisations pourraient néanmoins différer de façon significative des estimations retenues.

Note 2 Impacts du Covid-19 sur les comptes consolidés semestriels condensés

Les principales hypothèses et estimations affectant l'application des méthodes comptables ont été revues afin de continuer à tenir compte du contexte de la crise liée au Covid-19. Les principaux effets sont les suivants :

Tests de dépréciation des écarts d'acquisition

Aucun indicateur de perte de valeur n'ayant été identifié, le Groupe n'a pas effectué de tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition.

Exposition au risque de crédit

Conformément aux règles et méthodes comptables du Groupe, une revue des créances clients a été réalisée pour identifier celles qui présentent un risque de non-recouvrement. Au cas par cas, des dépréciations de créances clients ont été comptabilisées dans les comptes semestriels.

Concernant les pertes sur créances attendues, la méthode simplifiée permise par IFRS 9 et appliquée par le Groupe a été adaptée pour prendre en compte au 31 décembre 2020 l'accroissement des risques liés à la crise. Cette méthode a été maintenue en 2021. Au titre du premier semestre, les créances clients ont été dépréciées pour un montant de 43 millions d'euros, comptabilisé dans les autres charges opérationnelles.

Exposition au risque de liquidité

Une analyse des besoins de financement généraux du Groupe a été réalisée. En prenant en compte les lignes de crédit disponibles non utilisées, il apparaît que le Groupe dispose des liquidités suffisantes pour faire face à ses besoins pour les 12 prochains mois.

Note 3 Variations du périmètre

Prises de contrôle de la période

Il n'y a pas eu d'acquisition significative au cours de la période.

La juste valeur, à la date d'acquisition, de la contrepartie transférée (hors trésorerie acquise) des entités intégrées prises dans leur ensemble avec prise de contrôle exclusif durant la période, s'élève à 35 millions d'euros. Ce montant comprend notamment :

- ▶ 17 millions d'euros décaissés au cours de la période ;
- ▶ 18 millions d'euros d'engagements de compléments de prix ;
- ▶ 0 million d'euros d'engagements de rachats de participation ne donnant pas le contrôle.

Le montant payé sur le premier semestre 2021 au titre des acquisitions (après déduction de la trésorerie acquise) s'élève à 77 millions d'euros et comprend :

- ▶ 17 millions d'euros décaissés au cours de la période ;
- ▶ (4) millions d'euros de trésorerie nette acquise ;
- ▶ 64 millions d'euros de compléments de prix liés à des acquisitions antérieures décaissés au cours de la période.

Les acquisitions de la période, prises dans leur ensemble, contribuent pour moins de 1 % au revenu net consolidé du premier semestre 2021 et pour moins de 1 % au résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe.

Cessions de la période

Il n'y a pas eu de cession significative au cours de la période.

Note 4 Charges de personnel et effectifs

Les charges de personnel incluent les salaires, appointements, commissions, primes, intéressements, congés payés ainsi que l'estimation des bonus et les charges liées aux paiements fondés sur des actions (plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, plans d'actions gratuites) et les charges liées aux retraites (hors effet net de désactualisation présenté en autres produits et charges financiers).

(en millions d'euros)	30 juin 2021 (6 mois)	30 juin 2020 (6 mois)
Rémunérations	(2 499)	(2 573)
Charges sociales (y compris avantages postérieurs à l'emploi)	(481)	(482)
Charges relatives aux paiements fondés sur des actions	(25)	(28)
Intérimaires et « free-lance »	(169)	(141)
Total	(3 174)	(3 224)

/ Répartition des effectifs au 30 juin par zone géographique

	30 juin 2021	31 décembre 2020	30 juin 2020
Europe	20 711	20 149	21 026
Amérique du Nord	26 096	25 409	25 846
Amérique latine	6 761	6 171	6 116
Asie Pacifique	25 889	24 129	24 202
Moyen-Orient et Afrique	3 135	3 193	3 597
Total	82 592	79 051	80 787

Note 5 Dotations aux amortissements et perte de valeur

(en millions d'euros)	30 juin 2021 (6 mois)	30 juin 2020 (6 mois)
Amortissement des autres immobilisations incorporelles (hors incorporels liés aux acquisitions)	(43)	(24)
Amortissement des immobilisations corporelles	(66)	(77)
Amortissement des droits d'utilisation	(128)	(200)
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(237)	(301)
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(126)	(142)
Perte de valeur sur les droits d'utilisation	(92)	(231)
Total des dotations aux amortissements et perte de valeur	(455)	(674)

Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions

La charge d'amortissement relative aux marques représente 44 millions d'euros sur le premier semestre 2021. Au premier semestre 2020, la charge d'amortissement relative aux marques s'élevait à 48 millions d'euros.

La charge d'amortissement relative aux incorporels Epsilon s'élève à 64 millions d'euros au premier semestre 2021. Elle s'élevait à 68 millions d'euros au premier semestre 2020.

D'autres actifs incorporels liés aux acquisitions à durée de vie définie sont également amortis pour 18 millions d'euros.

Perte de valeur sur les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location

Dans le cadre du programme d'optimisation des locaux visant à regrouper les agences sur un ou plusieurs sites dans les principaux pays, il a été nécessaire de vider des espaces loués, afin de mieux utiliser l'espace existant sur les autres sites. En conséquence, les droits d'utilisation concernant les espaces

vacants ont fait l'objet d'une perte de valeur totale ou partielle, il en est de même des agencements attachés à ces espaces.

La perte de valeur comptabilisée au premier semestre 2021 s'élève à 92 millions d'euros (70 millions d'euros nets d'impôts), dont 67 millions d'euros au titre des droits d'utilisation et 7 millions d'euros au titre des agencements. Les frais à payer tels que les charges locatives et éventuelles taxes sur locaux vacants pour 18 millions d'euros sont inclus dans les provisions sur engagements immobiliers et comprennent également les pénalités de sortie anticipée.

La perte de valeur comptabilisée au premier semestre 2020 s'élevait à 231 millions d'euros, dont 128 millions d'euros au titre des droits d'utilisation et 42 millions d'euros au titre des agencements. Les frais à payer tels que les charges locatives et éventuelles taxes sur locaux vacants pour 61 millions d'euros sont inclus dans les provisions sur engagements immobiliers et comprennent également les pénalités de sortie anticipée.

Perte de valeur sur les écarts d'acquisition

Dans un contexte de reprise, aucun indicateur de perte de valeur n'a été identifié.

Note 6 Autres produits et charges non courants

Ce poste regroupe les produits et charges inhabituels. Sont notamment incluses sous cette rubrique les plus ou moins-values de cessions d'actifs.

(en millions d'euros)	30 juin 2021 (6 mois)	30 juin 2020 (6 mois)
Plus-values (moins-values) sur cessions d'actifs	1	2
Autres produits et (charges) non courants	0	3
Total des autres produits et charges non courants	1	5

Au premier semestre 2021, le produit de 1 million d'euros correspond à un gain de dilution d'une entité mise en équivalence.

Au premier semestre 2020, les plus-values et moins-values sur cessions d'actifs concernaient la cession des titres Matomy

Media Group pour (2) millions d'euros et la revalorisation à la juste valeur des titres précédemment détenus de Sapient.i7 Limited, dans le cadre de la prise de contrôle par le Groupe au premier semestre 2020, pour 4 millions d'euros. Les autres produits et charges non courants concernaient essentiellement l'extinction d'une dette dans le cadre d'une acquisition passée.

Note 7 Charges et produits financiers**/ Résultat financier hors réévaluation des compléments de prix sur acquisitions**

(en millions d'euros)	30 juin 2021 (6 mois)	30 juin 2020 (6 mois)
Charges financières	(57)	(95)
Produits financiers	12	47
Coût de l'endettement financier net	(45)	(48)
Pertes et gains de change (y compris variation de la juste valeur des dérivés)	1	4
Coût financier net, lié à l'actualisation des provisions pour retraites	(2)	(3)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(35)	(40)
Variation de juste valeur des actifs financiers	32	(4)
Autres	(1)	(1)
Autres charges et produits financiers	(5)	(44)
Résultat financier hors réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	(50)	(92)

/ Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions

(en millions d'euros)	30 juin 2021 (6 mois)	30 juin 2020 (6 mois)
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	(5)	2

Note 8 Impôt sur le résultat**Taux d'impôt effectif**

La charge d'impôt sur le résultat du premier semestre 2021 est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux d'impôt effectif estimé pour l'exercice complet.

(en millions d'euros)		30 juin 2021 (6 mois)	30 juin 2020 (6 mois)
Résultat avant impôt des entreprises consolidées		543	164
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions		5	(2)
Principales cessions non taxables/non déductibles		-	(4)
Résultat avant impôt des entreprises consolidées	A	548	158
Taux d'impôt effectif	B	24,7 %	25,0 %
Impôt constaté au compte de résultat	A x B	(135)	(39)

Pour rappel, le taux d'impôt effectif de l'exercice 2020 (12 mois) s'élevait à 24,7 %.

Note 9 Bénéfice net par action

/ Bénéfice net par action (de base et dilué)

(en millions d'euros, sauf les actions)

		30 juin 2021	30 juin 2020
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA			
Résultat net part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	A	414	136
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
• Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dettes, nettes d'impôt		-	-
Résultat net part du Groupe - dilué	B	414	136
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA			
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier		247 769 038	240 437 061
Actions créées sur la période		205 975	46 238
Actions propres à déduire (moyenne sur la période)		(1 868 558)	(3 015 142)
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	C	246 106 455	237 468 157
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
• Actions gratuites et stock-options dilutifs		2 201 787	714 961
• Bons de souscription d'actions (BSA)		167 100	96 943
Nombre d'actions - dilué	D	248 475 342	238 280 061
(en euros)			
Bénéfice net par action	A/C	1,68	0,57
Bénéfice net par action - dilué	B/D	1,67	0,57

2

/ Bénéfice net courant par action (de base et dilué)

(en millions d'euros, sauf les actions)

	30 juin 2021	30 juin 2020
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA courant ⁽¹⁾		
Résultat net part du Groupe	414	136
<i>Éléments exclus :</i>		
• Amortissement des incorporels liés aux acquisitions, net d'impôt	94	107
• Perte de valeur, nette d'impôt	70	173
• Réévaluation des compléments de prix d'acquisition	5	(2)
• Principales plus (moins)-values de cession et d'ajustement de juste valeur des actifs financiers, nets d'impôts ⁽²⁾	(28)	3
Résultat net courant part du Groupe	E 555	417
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>		
• Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dette, nettes d'impôt	-	-
Résultat net courant part du Groupe - dilué	F 555	417
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA		
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier	247 769 038	240 437 061
Actions créées sur la période	205 975	46 238
Actions propres à déduire (moyenne sur la période)	(1 868 558)	(3 015 142)
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	C 246 106 455	237 468 157
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>		
• Actions gratuites et stock-options dilutifs	2 201 787	714 961
• Bons de souscription d'actions (BSA)	167 100	96 943
Nombre d'actions - dilué	D 248 475 342	238 280 061

(en euros)

Bénéfice net courant par action ⁽¹⁾	E/C	2,26	1,76
Bénéfice net courant par action - dilué ⁽¹⁾	F/D	2,23	1,75

(1) BNPA après élimination des pertes de valeur, de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions, des principales plus (moins)-values de cession et d'ajustement de juste valeur des actifs financiers, et de la réévaluation des compléments de prix.

(2) Au 30 juin 2021, les principales plus-values de cession s'élèvent à 1 million d'euros et les ajustements de juste valeur des actifs financiers s'élèvent à 27 millions d'euros. Au 30 juin 2020, les ajustements de juste valeur des actifs financiers s'élevaient à (3) millions d'euros.

Note 10 Écarts d'acquisition

Variation des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
1^{er} janvier 2021	12 213	(1 355)	10 858
Acquisitions	32	-	32
Cessions et sorties d'actifs	-	-	-
Effet de change et autres	325	(40)	285
30 juin 2021	12 570	(1 395)	11 175

Note 11 Participations dans des entreprises associées

Les titres mis en équivalence s'élevaient à 23 millions d'euros au 30 juin 2021 (contre 24 millions d'euros au 31 décembre 2020).

(en millions d'euros)	Titres mis en équivalence
Montant au 1^{er} janvier 2021	24
Quote-part des résultats	0
Sortie de périmètre	0
Dividendes versés	(2)
Effet de change et autres	1
Montant au 30 juin 2021	23

Au 30 juin 2021, la valeur des titres mis en équivalence concerne principalement les sociétés On Point (7 millions d'euros), Burrell Communication (6 millions d'euros), Somupi (4 millions d'euros) et AG Partners Mauritius (2 millions d'euros).

Note 12 Autres actifs financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
Autres actifs financiers mesurés à la juste valeur par résultat :		
• Fonds Communs de Placement à Risque ⁽¹⁾	140	110
• Autres	20	18
Dépôts de garantie	32	33
Prêts à des sociétés mises en équivalence ou non consolidées	31	34
Créances de sous-location	21	21
Autres	32	31
Valeur brute	276	247
Dépréciation	(16)	(15)
Valeur nette	260	232

(1) Ces Fonds Communs de Placement à Risques sont dédiés aux entreprises créatrices de valeur dans l'économie numérique.

Note 13 Capitaux propres

Capital social de la société mère

(en actions)	30 juin 2021	31 décembre 2020
Capital social au 1 ^{er} janvier	247 769 038	240 437 061
Augmentation de capital	5 555 883	7 331 977
Actions composant le capital social en fin de période	253 324 921	247 769 038
Autodétention en fin de période	(1 493 100)	(2 191 259)
Actions en circulation en fin de période	251 831 821	245 577 779

Le capital de Publicis Groupe SA a augmenté de 2 222 353 euros au cours du 1^{er} semestre 2021, correspondant à 5 555 883 actions de 0,40 euro de nominal :

- ▶ 241 301 actions créées suite à l'exercice par certains porteurs de leurs bons de souscription d'actions ;
- ▶ 296 350 actions créées dans le cadre des plans d'actions gratuites ;
- ▶ 5 018 232 actions créées suite à l'exercice par certains actionnaires de l'option de paiement du dividende en actions.

Le capital social de Publicis Groupe SA s'élève au 30 juin 2021 à 101 329 968 euros, divisé en 253 324 921 actions de 0,40 euro de nominal.

Neutralisation des actions propres existantes au 30 juin 2021

Les actions propres détenues en portefeuille à la clôture, y compris celles détenues dans le cadre du contrat de liquidité, sont portées en déduction des capitaux propres.

Le portefeuille d'actions autodétenues a évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2021 :

	Nombre d'actions
Actions propres détenues au 31 décembre 2020 ⁽¹⁾	2 191 259
Cessions (levées de stock-options) et livraisons d'actions gratuites	(690 701)
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	(7 458)
Actions propres détenues au 30 juin 2021 ⁽¹⁾	1 493 100

(1) Y compris 61 000 actions détenues au titre du contrat de liquidité au 30 juin 2021 et 68 458 au 31 décembre 2020.

Dividendes

Conformément aux décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 mai 2021, Publicis Groupe SA a procédé le 6 juillet 2021 au paiement d'un dividende de 2,00 euros par action.

Le paiement a été réalisé en numéraire ou en actions sur option de l'actionnaire, exercée au plus tard le 30 juin 2021. Un

montant de 227 millions d'euros a été comptabilisé en dette au 30 juin 2021, correspondant à la partie des dividendes payée en numéraire.

Le montant des dividendes payés en actions s'élève à 266 millions d'euros, et a entraîné la création de 5 018 232 actions compte tenu d'un prix d'émission des actions distribuées fixé à 53,05 euros par action.

Note 14 Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	Restructuration	Engagements immobiliers ⁽¹⁾	Engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	Risques et litiges	Autres provisions	Total
31 décembre 2020	78	95	318	115	96	702
Dotations	3	18	23	66	8	118
Utilisations	(46)	(26)	(9)	(2)	(8)	(91)
Autres reprises	(1)	-	-	-	-	(1)
Pertes (gains) actuariels	-	-	(24)	-	-	(24)
Change et divers	1	14	4	4	0	23
30 juin 2021	35	101	312	183	96	727
Dont à court terme	30	47	27	98	32	234
Dont à long terme	5	54	285	85	64	493

(1) Voir note 5.

Hypothèses actuarielles (Taux moyens pondérés)

La provision relative aux engagements de retraite est actualisée au 30 juin 2021 sur la base de taux d'actualisation qui sont déterminés par référence aux taux de rendement des obligations privées à long terme de première catégorie (notées au moins AA) et de maturité équivalente à la durée des régimes évalués. Ils ont été arrêtés sur la base d'indices externes communément retenus comme référence.

30 juin 2021	Régimes de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi	
	États-Unis	Royaume-Uni	Zone Euro	Autres Pays	États-Unis	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	2,47 %	1,95 % - 2,00 %	0,85 %	0,30 % - 5,70 %	2,47 %	1,95 % - 2,00 %

31 décembre 2020	Régimes de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi	
	États-Unis	Royaume-Uni	Zone Euro	Autres Pays	États-Unis	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	2,11 %	1,60 % - 1,65 %	0,60 %	0 % - 5,20 %	2,11 %	1,60 % - 1,65 %

Note 15 Dettes financières

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	4 033	4 031
Autres emprunts et dettes	262	478
Total dettes financières	4 295	4 509
Dont à court terme	834	856
Dont à long terme	3 461	3 653

/ Variation des dettes financières

(en millions d'euros)	31 décembre 2020	Flux de trésorerie	Variations hors trésorerie			30 juin 2021
			Acquisitions	Variations de taux de change	Variations de juste valeur	
Eurobond 1,125 % - décembre 2021 (TIE 1,261 %) ⁽¹⁾	699	-	-	-	-	699
Eurobond 0,5 % - novembre 2023 (TIE 0,741 %) ⁽¹⁾	497	-	-	-	-	497
Eurobond 1,625 % - décembre 2024 (TIE 1,732 %) ⁽¹⁾	602	-	-	-	-	602
Eurobond 0,625 % - juin 2025 (TIE 0,781 %) ⁽¹⁾	745	-	-	-	1	746
Eurobond 1,25 % - juin 2028 (TIE 1,329 %) ⁽¹⁾	746	-	-	-	-	746
Eurobond 1,75 % - juin 2031 (TIE 1,855 %) ⁽¹⁾	742	-	-	-	1	743
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	4 031	-	-	-	2	4 033
Prêt moyen terme (financement acquisition Epsilon)	150	(150)	-	-	-	0
Prêt moyen terme syndiqué	0	-	-	-	-	0
Ligne de crédit	0	-	-	-	-	0
Dettes sur compléments de prix d'acquisition	241	(64)	18	6	7	208
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	24	(1)	-	-	-	23
Intérêts courus	43	(76)	-	-	48	15
Autres emprunts et lignes de crédit ⁽³⁾	17	(5)	-	-	-	12
Soldes créditeurs de banques	3	1	-	-	-	4
Autres dettes financières	63	(80)	-	-	48	31
Total des dettes financières	4 509	(295)	18	6	57	4 295
Juste valeur des dérivés de couverture sur Eurobond 2025, 2028 et 2031 ⁽²⁾	(65)	-	-	-	52	(13)
Juste valeur des dérivés sur prêts et emprunts intragroupe ⁽²⁾	89	(45)	-	-	(5)	39
Total des dettes liées aux activités de financement	4 533	(340)	18	6	104	4 321

(1) Net des frais d'émission. Le nombre de titres au 30 juin 2021 est de 7 000 pour l'Eurobond 2021, 5 000 pour l'Eurobond 2023, 6 000 pour l'Eurobond 2024, 7 500 pour l'Eurobond 2025, 7 500 pour l'Eurobond 2028 et 7 500 pour l'Eurobond 2031. Le TIE est le taux d'intérêt effectif, calculé avant effets des swaps.

(2) Présentés en « Autres créances et actifs courants » et/ou « Autres dettes et passifs courants » au bilan consolidé.

(3) Flux de trésorerie nets des encaissements et décaissements sur la période.

Emprunts obligataires

Emprunts obligataires et prêt moyen terme pour le financement de l'acquisition d'Epsilon

Un emprunt obligataire d'une valeur totale de 2,25 milliards d'euros a été émis le 5 juin 2019 pour l'acquisition d'Epsilon. Il comprend trois tranches d'une valeur de 750 millions d'euros chacune, à taux fixe et en euros, chacune swappée en dollars US à taux fixe. Ces emprunts obligataires sont respectivement à échéance juin 2025, juin 2028 et juin 2031.

Les swaps ont été qualifiés en couverture de flux de trésorerie du financement de l'acquisition d'Epsilon. La juste valeur de ces swaps est inscrite au bilan en « autres créances et actifs courants » et/ou « autres dettes et passifs courants ». La variation de juste valeur de ces instruments est comptabilisée en autres éléments du résultat global et recyclée en compte de résultat au

même rythme que la comptabilisation des intérêts sur emprunt et la variation de valeur de l'actif en dollars US. Au 30 juin 2021, la juste valeur de ces instruments dérivés est inscrite à l'actif du bilan consolidé pour 13 millions d'euros (65 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Un prêt moyen terme avait également été contracté, le 1^{er} juillet 2019, en trois tranches (une tranche de 900 millions de dollars à échéance 3 ans, une tranche de 150 millions d'euros à échéance 4 ans, et une tranche de 150 millions d'euros à échéance 5 ans). Les tranches de 900 millions de dollars et de 150 millions d'euros à échéance 5 ans ont été remboursées par anticipation en décembre 2020. La seconde tranche de 150 millions d'euros à échéance 4 ans a été remboursée en mars 2021.

Autres emprunts obligataires

Les autres emprunts obligataires émis par Publicis Groupe SA sont à taux fixe et en euros.

/ Analyse par échéance de remboursement

(en millions d'euros)	30 juin 2021						
	Échéances						
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	4 033	699	-	497	1 348	-	1 489
Prêt moyen terme (financement acquisition Epsilon)	-	-	-	-	-	-	-
Ligne de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle acquisitions de titres de participation	23	16	4	1	2	-	-
Dettes sur compléments de prix d'acquisitions	208	98	66	38	3	3	-
Autres dettes financières	31	21	10	-	-	-	-
Total des dettes financières	4 295	834	80	536	1 353	3	1 489

/ Analyse par devise

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
Euros ⁽¹⁾	4 042	4 216
Dollars américains	150	195
Autres devises	103	98
Total	4 295	4 509

(1) Y compris 2 250 millions d'euros d'Eurobond « swappés » en dollars US au 30 juin 2021 (2 250 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Analyse par catégorie de taux

La dette financière est constituée d'emprunts à taux fixe qui représentent 98 % de la dette brute (hors dettes sur acquisitions de titres de participation et sur engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle) au 30 juin 2021 et d'emprunts à taux variable pour les 2 % restants.

Exposition au risque de liquidité

Pour faire face au risque de liquidité, Publicis dispose au 30 juin d'une part de disponibilités conséquentes (trésorerie et équivalents de trésorerie) pour un total de 2 959 millions d'euros et d'autre part de lignes de crédit confirmées non utilisées qui s'élèvent à 2 487 millions d'euros au 30 juin 2021. La composante principale de ces lignes est un crédit syndiqué multidevises de

2 000 millions d'euros, à échéance 2024. Cette ligne de crédit a été renouvelée jusqu'en 2026 à hauteur de 1 579 millions d'euros. Ces sommes disponibles ou mobilisables quasiment immédiatement permettent largement de faire face aux besoins de financement généraux du Groupe.

Les emprunts obligataires émis par le Groupe ainsi que le prêt moyen terme syndiqué, qui composent l'essentiel de la dette si l'on exclut les découverts bancaires, ne comportent pas de « covenants » financiers. Les clauses d'exigibilité anticipée (*credit default events*) sont de type standard (liquidation, cessation des paiements, défaut de paiement de la dette elle-même ou de remboursement d'une autre dette d'un montant supérieur à un seuil défini) et sont applicables généralement au-delà d'un seuil de 25 millions d'euros.

Le Groupe n'a pas mis en place de dérivés de crédit à ce jour.

Note 16 Contrats de location

/ Analyse des droits d'utilisation par catégorie de biens sous-jacents

(en millions d'euros)	Immobilier	Contrats de concession	Autres actifs	Total
Valeurs brutes au 1^{er} janvier 2021	2 329	60	52	2 441
Entrées d'actifs	20	10	3	33
Résiliations ou fin de contrats	(55)	-	(5)	(60)
Variations de périmètre	-	-	-	-
Change et divers	74	-	4	78
Valeurs brutes au 30 juin 2021	2 368	70	54	2 492
Amortissements cumulés au 1^{er} janvier 2021	(728)	(45)	(23)	(796)
Amortissements	(112)	(5)	(11)	(128)
Pertes de valeur	(67)	-	-	(67)
Résiliations ou fin de contrats	55	-	5	60
Variations de périmètre	-	-	-	-
Change et divers	(23)	-	6	(17)
Amortissements cumulés au 30 juin 2021	(875)	(50)	(23)	(948)
Valeurs nettes au 30 juin 2021	1 493	20	31	1 544

Analyse des échéances des obligations locatives

Les obligations locatives s'élèvent à 2 114 millions d'euros au 30 juin 2021, dont 295 millions d'euros à court terme et 1 819 millions d'euros à long terme.

Les paiements locatifs futurs hors effets de l'actualisation se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2021					
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	+ 4 ans
Paiements locatifs	2 511	356	284	254	233	1 384

Concernant les activités de régie publicitaire, des contrats de concession de moins de 12 mois ont été signés au 31 décembre 2020. Les redevances relatives aux minimums garantis liés à ces accords ont été comptabilisées en charges pour un montant de (48) millions d'euros sur la période.

Pour le premier semestre 2021, la charge d'intérêts sur les obligations locatives est de (35) millions d'euros (contre (40) millions d'euros au 30 juin 2020).

Note 17 Engagements

(en millions d'euros)	30 juin 2021			
	Total	Échéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés				
Cautions et garanties ⁽¹⁾	274	126	57	91
Total	274	126	57	91
Engagements reçus				
Lignes de crédit confirmées non utilisées	2 487	45	2 442	-
Lignes de crédit non confirmées non utilisées	233	233	-	-
Autres engagements	16	10	4	2
Total	2 736	288	2 446	2

(1) Au 30 juin 2021, les cautions et garanties comprennent des engagements de versement dans des FCPI pour 20 millions d'euros jusqu'en 2027. Elles comprennent également environ 11 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

Obligations liées aux bons de souscription d'actions

L'exercice des bons de souscription, qui peut intervenir à tout moment depuis le 24 septembre 2013 et ce jusqu'au 24 septembre 2022, entraîne une augmentation de capital de Publicis Groupe. La parité de remboursement a été ajustée et portée de 1,081 action à 1,116 action par BSA, à compter du 15 juin 2021 afin de tenir compte de la part des distributions prélevée sur les réserves et les primes de la Société. Après l'annulation des bons de souscription rachetés au cours des précédents

exercices ou exercés depuis le 24 septembre 2013, Publicis Groupe est, au 30 juin 2021, engagé à créer (dans l'hypothèse où les 653 092 bons de souscription d'actions restant en circulation seraient exercés) 728 851 actions de 0,40 euro de nominal et 30,10 euros de prime.

Autres engagements

Au 30 juin 2021, il n'existe aucun engagement significatif de type nantissement, garantie ou sûreté réelle, ni aucun autre engagement hors bilan significatif.

Note 18 Autres Informations

Le 27 janvier 2021, la société Epsilon Data Management LLC a été condamnée à payer la somme de 150 millions de dollars (une pénalité d'un montant de 22,5 millions de dollars et une indemnité d'un montant de 127,5 millions de dollars) dans le cadre d'une investigation du Department of Justice aux États-Unis. Le risque identifié au moment de l'acquisition d'Epsilon était couvert dans le contrat de cession conclu avec la société Alliance Data Systems Corporation (ADS) par une clause d'indemnisation par laquelle ADS prenait l'engagement d'indemniser Publicis de toutes les conséquences financières liées à cette investigation. Au 31 décembre 2020, les autres dettes et passifs courants intègrent une dette de 132 millions euros (150 millions de dollars) pour faire face à cette obligation. Une créance de même montant correspondant à l'indemnité à recevoir de la part d'ADS est présentée en autres créances et

actifs courants. Au cours du premier semestre 2021, Publicis a reçu une indemnité de la part de la société ADS pour un montant de 75 millions de dollars. Publicis a payé cette même somme au Department of Justice aux États-Unis. Le solde de 75 millions de dollars est dû en janvier 2022.

Le 6 mai 2021, le Procureur Général de l'État du Massachusetts aux États-Unis a intenté une action en justice contre Publicis Health, LLC en rapport avec le travail que cette agence et les agences qui l'ont précédée ont effectué pour Purdue Pharma de 2010 à 2018 au titre de la commercialisation des opioïdes. Selon le procureur général, Publicis a violé la loi sur la protection du consommateur du Massachusetts et a créé une nuisance publique en participant aux efforts de Purdue Pharma pour commercialiser et vendre des opioïdes. Publicis considère que cette plainte est infondée.

Note 19 Information sectorielle

Information par secteur d'activité

L'organisation de Publicis Groupe est conçue pour assurer aux clients du Groupe une prestation de communication globale et holistique imbriquant toutes les disciplines. À compter du 1^{er} janvier 2020, Publicis Groupe a défini dix marchés clés (pays ou région), ce qui a conduit à redéfinir les secteurs opérationnels. Ces dix pays ou régions sont chacun dirigés et supervisés par une unique personne, ils sont pilotés au quotidien par un Comité exécutif unifié, rassemblant les membres des différentes expertises. Ils sont ainsi capables de proposer aux clients une offre transversale répondant à tous leurs besoins.

Ainsi le Groupe a identifié dix secteurs opérationnels qui correspondent aux zones géographiques où il opère : États-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, DACH (Allemagne, Autriche et Suisse), Asie-Pacifique & Afrique-Moyen-Orient, Europe Centrale et de l'Est, Europe de l'Ouest, Amérique latine (hors Brésil) et Brésil.

Les secteurs opérationnels avec des caractéristiques économiques similaires (convergence des niveaux de marge), où la nature des services fournis aux clients et le type de clients auxquels sont destinés ces services sont similaires, ont été regroupés en cinq secteurs reportables : Amérique du Nord, Europe, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique et Amérique latine.

Information par zone géographique

La présentation de l'information financière selon les nouveaux secteurs opérationnels conduit à présenter le même niveau d'information que celui par zone géographique.

/ Premier semestre 2021

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu net ⁽¹⁾	1 195	3 032	470	101	133	4 931
Revenu ⁽¹⁾	1 383	3 276	563	111	160	5 493
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(27)	(65)	(11)	(1)	(2)	(106)
Marge opérationnelle	132	583	91	2	7	815
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(14)	(104)	(6)	(1)	(1)	(126)
Perte de valeur	(20)	(73)	1	0	0	(92)
Autres produits et charges non courants	1	0	0	0	0	1
Résultat opérationnel après perte de valeur	99	406	86	1	6	598
Informations concernant le bilan						
Immobilisations incorporelles nettes	1 930	8 950	1 155	211	337	12 583
Immobilisations corporelles nettes (y compris droits d'utilisation sur contrats de location)	753	1 131	205	29	33	2 151
Autres actifs financiers	176	50	26	5	3	260
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(55)	14	(7)	(13)	11	(50)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	5	2	(3)	-	-	4
Acquisitions de filiales	(9)	(50)	(15)	(3)	-	(77)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes), il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

/ Exercice 2020

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu net ⁽¹⁾	2 278	5 997	932	230	275	9 712
Revenu ⁽¹⁾	2 663	6 471	1 089	239	326	10 788
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(269)	(231)	(74)	(14)	(12)	(600)
Marge opérationnelle	232	1 116	170	24	16	1 558
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(33)	(286)	(13)	(3)	(4)	(339)
Perte de valeur	(11)	(224)	(2)	(4)	-	(241)
Autres produits et charges non courants	2	3	-	-	-	5
Résultat opérationnel après perte de valeur	190	609	155	17	12	983
Informations concernant le bilan						
Immobilisations incorporelles nettes	1 417	9 294	1 120	206	330	12 367
Immobilisations corporelles nettes (y compris droits d'utilisation sur contrats de location)	797	1 209	198	30	37	2 271
Autres actifs financiers	150	48	27	5	2	232
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(31)	(107)	(26)	(2)	(1)	(167)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(14)	3	2	(1)	1	(9)
Acquisitions de filiales	(28)	(99)	(16)	(1)	(2)	(146)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

/ Premier semestre 2020

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu net ⁽¹⁾	1 088	3 013	434	104	135	4 774
Revenu ⁽¹⁾	1 276	3 227	501	109	165	5 278
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(121)	(128)	(38)	(7)	(7)	(301)
Marge opérationnelle	20	495	97	6	4	622
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(72)	(69)	-	(1)	-	(142)
Perte de valeur	(2)	(229)	-	-	-	(231)
Autres produits et charges non courants	1	4	-	-	-	5
Résultat opérationnel après perte de valeur	(53)	201	97	5	4	254
Informations concernant le bilan						
Immobilisations incorporelles nettes	1 887	9 809	1 105	247	330	13 378
Immobilisations corporelles nettes (y compris droits d'utilisation sur contrats de location)	872	1 330	207	33	46	2 488
Autres actifs financiers	125	55	31	6	3	220
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(19)	(56)	(6)	(1)	(1)	(83)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(7)	2	(2)	(1)	1	(7)
Acquisitions de filiales	(3)	(24)	(9)	-	(1)	(37)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

Note 20 Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe SA

Quatre plans d'actions gratuites ont été mis en place au cours du premier semestre de l'année 2021, avec les caractéristiques suivantes :

Plan d'*incentive* à long terme dit « LTIP 2021 » (mars 2021)

Dans le cadre de ce plan, un certain nombre de dirigeants du Groupe se sont vu attribuer des actions gratuites, sous une triple condition :

- ▶ les actions sont soumises à une condition de présence, pendant la période d'acquisition des droits de trois ans ;
- ▶ les actions gratuites sont soumises à des critères de performance et le nombre total d'actions livrées dépendra du niveau d'atteinte d'objectifs de croissance du revenu et de rentabilité du Groupe pour l'année 2021 ;
- ▶ les actions sont enfin soumises à des conditions basées sur des critères de type RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise), avec des points de passage indicatifs relatifs au pourcentage de femmes occupant des postes clé de direction dans le Groupe, ainsi qu'au changement climatique avec l'intégration des énergies renouvelables.

Les actions finalement attribuées en fonction du niveau d'atteinte de ces objectifs seront livrables à l'issue d'une période de trois ans, soit en mars 2024.

Pour les bénéficiaires du Special Retention plan 2019, ce nouveau plan remplace la deuxième tranche dont les actions étaient soumises à des conditions de performance devant être mesurées sur l'exercice 2021. Pour les bénéficiaires concernés, le plan LTIP 2021 a été traité comme un remplacement de plan eu égard à la norme IFRS 2. La charge du plan initial Special Retention plan 2019 a été conservée pour la tranche 3 dudit plan.

Plan d'*incentive* à long terme dit « LTIP 2021 Directoire » (mars 2021)

Dans le cadre de ce plan, les membres du Directoire se sont vu attribuer des actions gratuites, sous une triple condition :

- ▶ une condition de présence pendant la période d'acquisition des droits de trois ans ;
- ▶ des conditions d'atteinte d'objectifs de croissance du revenu et de rentabilité du Groupe sur l'ensemble de la période 2021 à 2023 ;
- ▶ des conditions basées sur des critères de type RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise) avec des points

de passage indicatifs relatifs au pourcentage de femmes occupant des postes clé de direction dans le Groupe, ainsi qu'au changement climatique avec l'intégration des énergies renouvelables.

Les actions finalement attribuées en fonction du niveau d'atteinte de ces conditions seront livrables à l'issue d'une période de trois ans, soit en mars 2024.

Plan d'*incentive* à long terme dit « Plan LTI Epsilon 2021 » (mars 2021)

Le plan mis en place au bénéfice exclusif des dirigeants et salariés de Publicis Epsilon est composé de trois tranches soumises à condition de présence pour 20 % et conditions de performance pour 80 % basées sur des objectifs financiers fixés au titre de l'année 2021, livrables en mars 2022 (30 % des actions), mars 2023 (30 % des actions) et mars 2024 (40 % des actions).

Plan d'*incentive* à long terme dit « Plan Sapient 2021 » (avril 2021)

Le plan mis en place au bénéfice exclusif des dirigeants et salariés de Publicis Sapient est composé de deux tranches.

- ▶ une première tranche est soumise à la seule condition de présence, et donne lieu à la livraison d'un quart des actions attribuées aux dates anniversaire des quatre premières années du plan (soit avril 2022, 2023, 2024 et 2025).
- ▶ la seconde tranche est soumise, en plus de la condition de présence, à des conditions de performance et le nombre total d'actions livrées dépendra du niveau d'atteinte d'objectifs financiers pour l'année 2021. La livraison interviendra à l'issue d'une période de trois ans, soit en avril 2024.

Par ailleurs, il a été procédé en mars 2021 à la mesure de la performance des plans suivants :

- ▶ plans Sapient 2018, 2019 et 2020 : le taux d'atteinte des objectifs de performance constaté pour l'année 2020 est de 100 % ;
- ▶ plans de remplacement Epsilon 2019-2021 : le taux moyen d'atteinte des objectifs de performance constaté pour l'année 2020 est de 64 %. Toutefois le Directoire a décidé de manière exceptionnelle que la performance prise en compte serait de 100 % ;
- ▶ plan Epsilon 2020 : le taux moyen d'atteinte des objectifs de performance constaté pour l'année 2020 est de 61 %.

Plans d'options de souscription ou d'achat d'actions Publicis Groupe

/ Caractéristiques des plans de stock-options Publicis Groupe en cours au 30 juin 2021

Plans	Type ⁽¹⁾	Date d'attribution	Prix d'exercice des options (en euros)	Options restant à lever au 1 ^{er} janvier 2021	Options annulées, prescrites ou réintégrées	Options exercées au 1 ^{er} semestre 2021	Options restant à lever au 30 juin 2021	Dont exerçables au 30 juin 2021	Date limite de levée	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
					au 1 ^{er} semestre 2021 ⁽²⁾					
Lionlead 2 Stock-options	A	30/04/2013	52,76	1 078 211	40 629	(24 925)	1 093 915	1 093 915	30/04/2023	1,83

(1) A = options d'achat d'actions - S = options de souscription d'actions.

(2) Régularisation du nombre d'options en juin 2021, suite à la réintégration de dérogations pour certains participants qui n'avaient pas été prises en compte antérieurement.

/ Mouvements sur plans de stock-options Publicis Groupe au cours du 1^{er} semestre 2021

	1 ^{er} semestre 2021	
	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice (en euros)
Options au 1 ^{er} janvier 2021	1 078 211	52,76
Options exercées au premier semestre ⁽¹⁾	(24 925)	52,76
Options annulées, prescrites ou réintégrées au premier semestre	40 629	52,76
Options au 30 juin 2021	1 093 915	52,76
<i>Dont exerçables</i>	<i>1 093 915</i>	<i>52,76</i>

(1) Cours moyen de levée des options (en euros)

La période d'acquisition des droits des plans ci-dessus est terminée, mais l'exercice des options reste soumis à une condition de présence jusqu'à la date d'exercice de celles-ci.

Plans d'actions gratuites Publicis Groupe à l'origine

/ Caractéristiques des plans d'actions gratuites Publicis Groupe en cours au 30 juin 2021

Plans	Date d'attribution initiale	Actions restant à livrer au 1 ^{er} janvier 2021 ou au cours de 2021	Actions annulées, prescrites ou transférées ⁽¹⁾ au 1 ^{er} semestre 2021	Actions ayant fait l'objet d'une livraison au 1 ^{er} semestre 2021 ⁽²⁾	Actions restant à livrer au 30 juin 2021	Date de livraison	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
Plan Sapient 2017 (4 ans)	15/06/2017	36 120	(1 765)	(34 067)	288	19/07/2021	-
Plan LTIP 2018	17/04/2018	306 650	(10 300)	(296 350)	-	17/04/2021	-
Plan Sapient 2018 (4 ans)	17/04/2018	78 741	(2 770)	(38 190)	37 781	17/04/2022	0,80
Plan Sapient 2018 (3 ans)	17/04/2018	148 612	(4 127)	(144 485)	-	17/04/2021	-
Sprint to the future 2018-2021 - Hors Directoire	18/05/2018	48 340	-	-	48 340	31/12/2021	0,50
Plan LTIP 2019	28/05/2019	149 225	(6 500)	-	142 725	28/05/2022	0,91
Plan Sapient 2019 (4 ans)	28/05/2019	153 899	(7 826)	(48 801)	97 272	28/05/2023	1,91
Plan Sapient 2019 (3 ans)	28/05/2019	227 737	(11 857)	-	215 880	28/05/2022	0,91
Plan LTIP 2019-2021 Directoire	14/06/2019	170 000	-	-	170 000	14/06/2022	0,96
Plan Star Growth Performers/ Special plan 2019	28/05/2019	228 400	(5 817)	-	222 583	28/05/2022	0,91
Plan de remplacement Epsilon 2019-2021	15/07/2019	336 971	(13 460)	(162 666)	160 845	31/03/2022	0,75
Plan Spécial de rétention 2019 ⁽³⁾	15/11/2019	510 070	(18 145)	-	491 925	16/03/2024	2,71
Plan Sapient 2020 (4 ans)	19/05/2020	224 117	(12 755)	(53 156)	158 206	19/05/2024	2,89
Plan Sapient 2020 (3 ans)	19/05/2020	321 160	(19 844)	-	301 316	19/05/2023	1,88
Plan LTI Epsilon 2020	20/07/2020	1 231 720	(632 257)	(184 123)	415 340	31/03/2023	1,75
Plan LTIP 2021 ⁽⁴⁾	16/03/2021	572 610	(2 601)	-	570 009	16/03/2024	2,71
Plan LTIP 2021 Directoire	16/03/2021	151 577	-	-	151 577	16/03/2024	2,71
Plan LTI Epsilon 2021	16/03/2021	632 348	(6 663)	-	625 685	31/03/2024	2,75
Plan Sapient 2021 (4 ans)	13/04/2021	241 787	(6 125)	-	235 662	13/04/2025	3,79
Plan Sapient 2021 (3 ans)	13/04/2021	362 687	(9 188)	-	353 499	13/04/2024	2,79
Total des plans d'actions gratuites		6 132 771	(772 000)	(961 838)	4 398 933		

(1) Il s'agit le cas échéant de transferts entre les plans France et étranger liés à la mobilité géographique des bénéficiaires.

(2) Dans des cas exceptionnels, prévus dans les règlements de plans, il peut être procédé à des livraisons d'actions avant la fin de la période d'acquisition.

(3) Les actions de la deuxième tranche correspondent à celles qui ont été attribuées dans le cadre du nouveau plan LTIP 2021. Les actions de la troisième tranche ont été gardées au niveau du plan initial. La date de livraison de ce dernier plan (31/03/2023) a été allongée et a été alignée sur celle du LTIP 2021.

(4) Hors bénéficiaires du Plan Spécial de Rétention pour lesquels leurs actions sont présentées sur la ligne correspondante au plan initial dont la deuxième tranche a fait l'objet de remplacement par le plan LTIP 2021.

La livraison des actions gratuites dans le cadre des plans ci-dessus est liée à une condition de présence pendant toute la période d'acquisition.

La livraison est également soumise à des conditions de performance hors marché pour les plans LTIP 2019 et 2021, pour

le plan LTIP 2019-2021 Directoire et LTIP 2021 Directoire, pour les plans Sapient 2018 à 2021 avec une période d'acquisition de 3 ans, pour le plan de remplacement Epsilon 2019-2021, le Special retention plan 2019 et les plans LTI Epsilon 2020 et 2021.

/ Mouvements sur plans d'actions gratuites Publicis Groupe au cours du 1^{er} semestre 2021

	1 ^{er} semestre 2021
Nombre d'actions restant à livrer au 1 ^{er} janvier 2021	4 171 762
Actions attribuées dans le cadre des plans mis en place au 1 ^{er} semestre	1 961 009
Livraisons d'actions du premier semestre	(961 838)
Actions attribuées devenues caduques au premier semestre	(772 000)
Attributions provisoires au 30 juin 2021	4 398 933

/ Détermination de la juste valeur des actions gratuites Publicis Groupe attribuées au cours du premier semestre 2021

Actions gratuites	LTIP 2021 ⁽¹⁾	LTIP 2021 Directoire ⁽²⁾	LTI Epsilon 2021 ⁽¹⁾	Sapient 2021 (4 ans)	Sapient 2021 (3 ans) ⁽¹⁾
Date du Directoire	16/03/2021	16/03/2021	16/03/2021	13/04/2021	13/04/2021
Nombre d'actions attribuées à l'origine	572 610	151 577	632 348	241 787	362 687
Valorisation initiale de l'action attribuée (moyenne pondérée, en euros)	44,17	44,17	46,35	45,40	44,27
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	50,92	50,92	50,92	51,02	51,02
Période d'acquisition (en années)	3	3	1 à 3	1 à 4	3

(1) Actions conditionnelles soumises à la réalisation d'objectifs fixés pour 2021.

(2) Actions conditionnelles soumises à la réalisation d'objectifs fixés pour les années 2021 à 2023.

Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions et plans d'actions gratuites sur le résultat

Au total, l'impact sur le compte de résultat du 1^{er} semestre 2021 de ces plans s'élève à 25 millions d'euros hors impôt et charges sociales contre 28 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2020.

Pour ce qui est des plans d'actions attribuées sous condition de performance et dont les performances n'ont pas encore pu être mesurées de façon définitive au 30 juin 2021, la probabilité d'atteinte des objectifs retenue pour les comptes du premier semestre 2021 est la suivante :

- ▶ pour les plans de performance mesurée sur un an, au titre de la performance 2021 :
- plans de performance Sapient 2019, 2020 et 2021 : 100 % ;

- plan de remplacement Epsilon 2019-2021 : 100 % ;
- plan LTI Epsilon 2021 : 100 % ;
- plan spécial de rétention 2019 (remplacé par LTIP 2021 pour 2^e tranche) : 100 % ;
- LTIP 2021 : 100 % ;
- ▶ pour les plans de performance mesurée sur trois ans, au titre de la performance de la période de trois ans :
- plan LTIP 2019-2021 Directoire : 100 % ;
- plan LTIP 2021 Directoire : 100 %.

Note 21 Informations relatives aux transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2021, les opérations avec des parties liées telles que décrites dans les comptes annuels se sont poursuivies.

Note 22 Événements postérieurs à la clôture

Le 15 juillet 2021, le Groupe a annoncé l'acquisition de CitrusAd, éditeur d'une plateforme SaaS (software as a service) permettant aux marques d'optimiser leurs performances marketing directement sur les sites de e-commerce. La solution proposée par CitrusAd couplée à l'offre existante d'Epsilon apportera un positionnement stratégique au Groupe dans le marché en forte croissance du *retail media*. Le prix qui sera décaissé à la date de prise de contrôle sera de l'ordre de 100 millions d'euros.

CHAPITRE

| 3

**RAPPORT
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE 2021**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- ▶ l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés de la société Publicis Groupe SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ▶ la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes consolidés semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels condensés.

Paris-La Défense, le 22 juillet 2021

Les commissaires aux comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Olivier Lenel

Ariane Mignon

Nicolas Pfeuty

Valérie Desclève

CHAPITRE

| 4

ATTESTATION
DU RESPONSABLE
DU DOCUMENT

J'atteste, en ma qualité de Président du Directoire de Publicis Groupe, qu'à ma connaissance les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé arrêtés au 30 juin 2021 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation de Publicis Groupe et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Arthur Sadoun
Président du Directoire de Publicis Groupe

Conception & réalisation  **LABRADOR** +33 (0)1 53 06 30 80
INFORMATION DESIGN

Infographies **ART PRESSE**
INFORMATION & DESIGN



e-accessibility

La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.1, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique. Enfin, il a été testé de manière exhaustive et validé par un expert non-voyant

Version e-accessible par  **ipedir** | SMART PUBLISHING



2021

Publicis Groupe SA

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 101 329 968 euros

Siège social : 133, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris – 542 080 601 RCS Paris